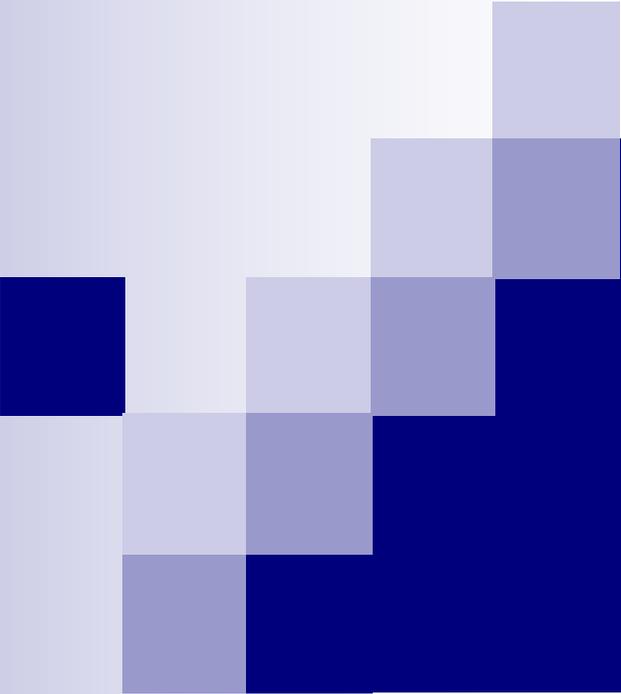


Combattre la pauvreté sans croissance



Prosperité sans croissance?

Semaine sociale du MOC - Charleroi, le 16 avril 2025

United Nations

A/HRC/56/61



General Assembly

Distr.: General
1 May 2024

Original: English

Human Rights Council

Fifty-sixth session

18 June–12 July 2024

Agenda item 3

**Promotion and protection of all human rights, civil,
political, economic, social and cultural rights,
including the right to development**

Eradicating poverty beyond growth

**Report of the Special Rapporteur on extreme poverty and human
rights, Olivier De Schutter**

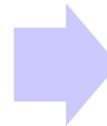
LE DEBAT SUR LA CROISSANCE

1973: la crise pétrolière

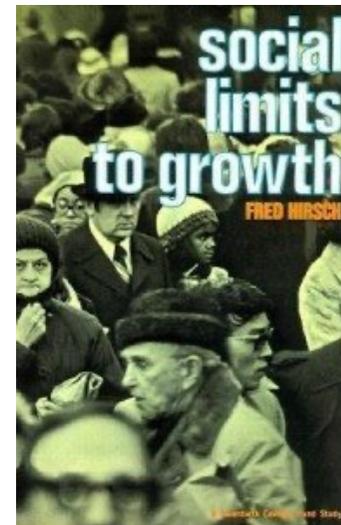
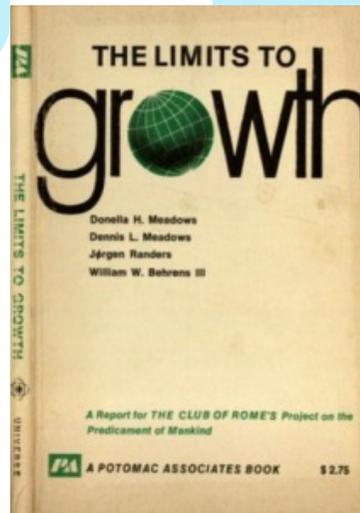
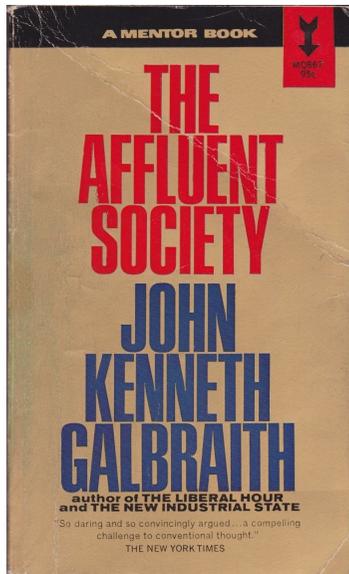
Favoriser la consommation, étendre les marchés, augmenter les revenus publics par l'impôt: le compromis fordiste



Les limites environnementales et sociales de la croissance

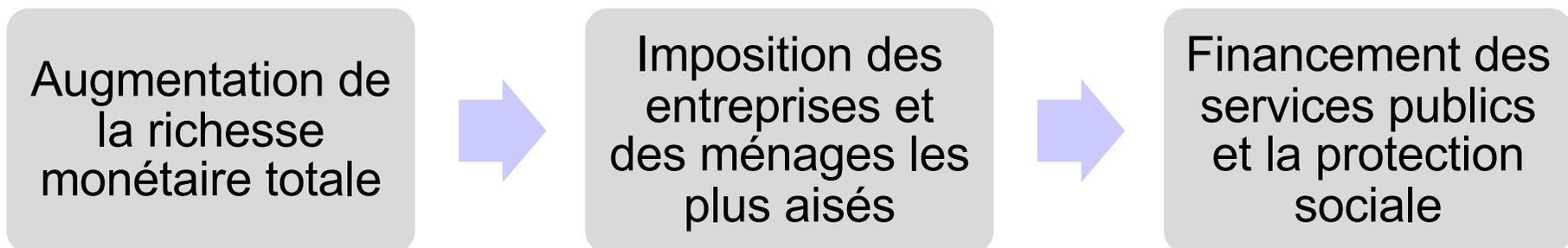


Assurer la soutenabilité de la dette et créer des emplois

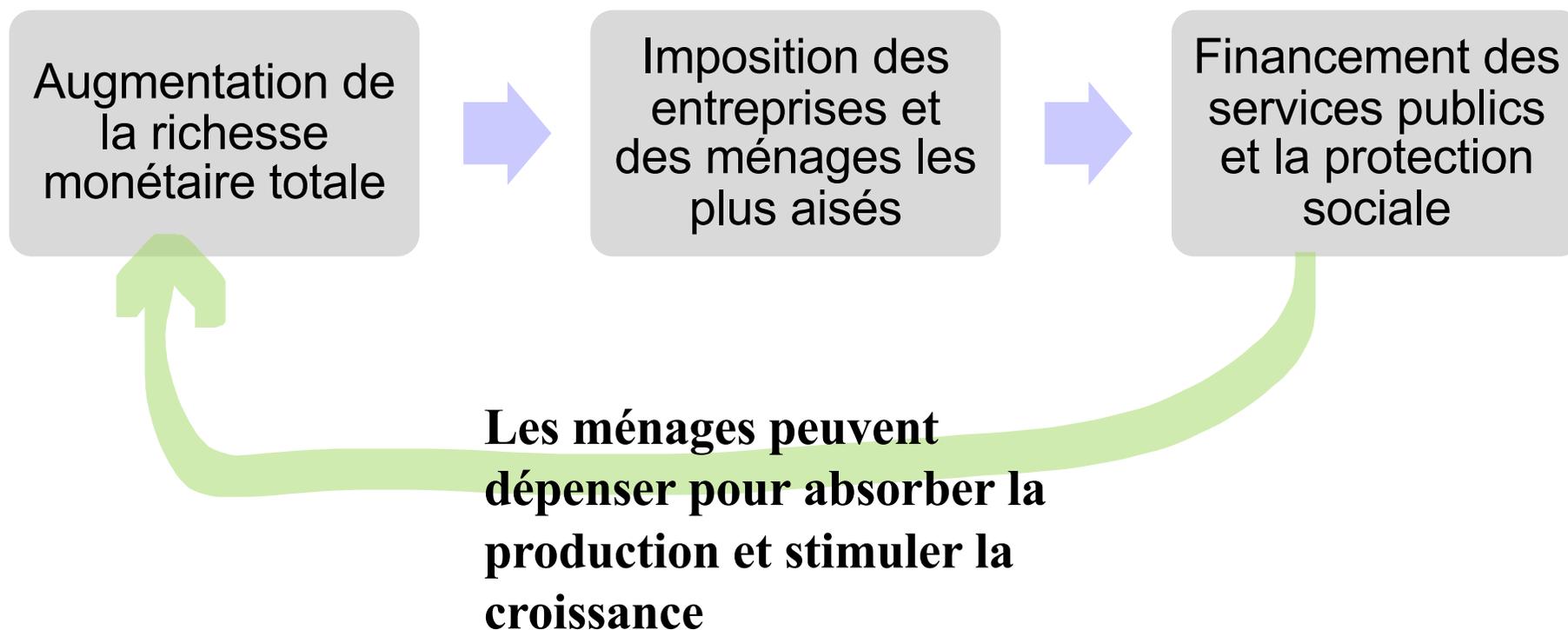


1. **L'augmentation du PIB est encore largement vue comme une condition de la réduction de la pauvreté.**
2. Cette focalisation sur le PIB est devenue contreproductive. Dans les pays riches, ses inconvénients l'emportent sur ses avantages.
3. On ne peut plus augmenter le PIB tout en réduisant l'empreinte environnementale: le 'découplage absolu' est un mythe.
4. La quête de l'augmentation du PIB conduit à privilégier (i) un 'climat d'investissement favorable aux affaires' (flexibilisation du travail et fiscalité avantageuse) (ii) une libéralisation commerciale affaiblissant le pouvoir de négociation des travailleurs moins qualifiés au Nord et amenant un développement tourné vers les exportations au Sud, (iii) le sous-investissement dans le travail "essentiel" qui ne contribue pas au PIB.
5. Une approche différente de la lutte contre la pauvreté est possible.
6. Le service de la dette et le développement des pays pauvres demeurent des obstacles.

L'approche classique (« ex post », ou compensatoire) de la lutte contre la pauvreté



L'approche classique (« ex post », ou compensatoire) de la lutte contre la pauvreté



L'approche classique (« ex post », ou compensatoire) de la lutte contre la pauvreté

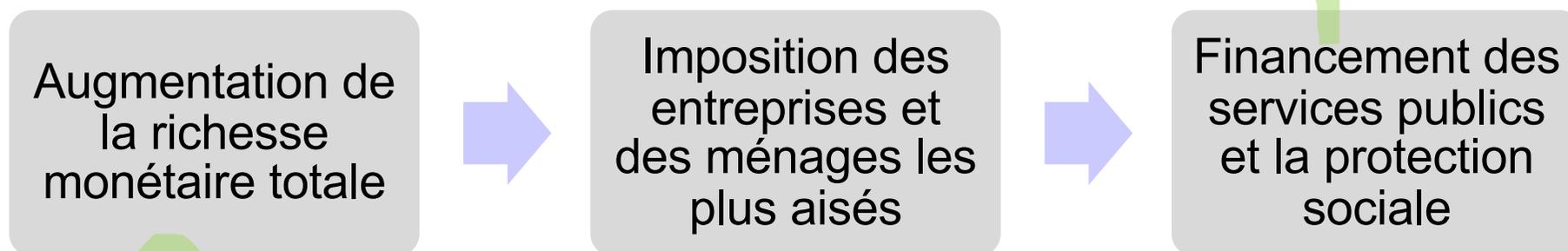
La mobilité des capitaux et l'Etat « compétitif » imposent des restrictions



Les ménages peuvent dépenser pour absorber la production et stimuler la croissance

L'approche classique (« ex post », ou compensatoire) de la lutte contre la pauvreté

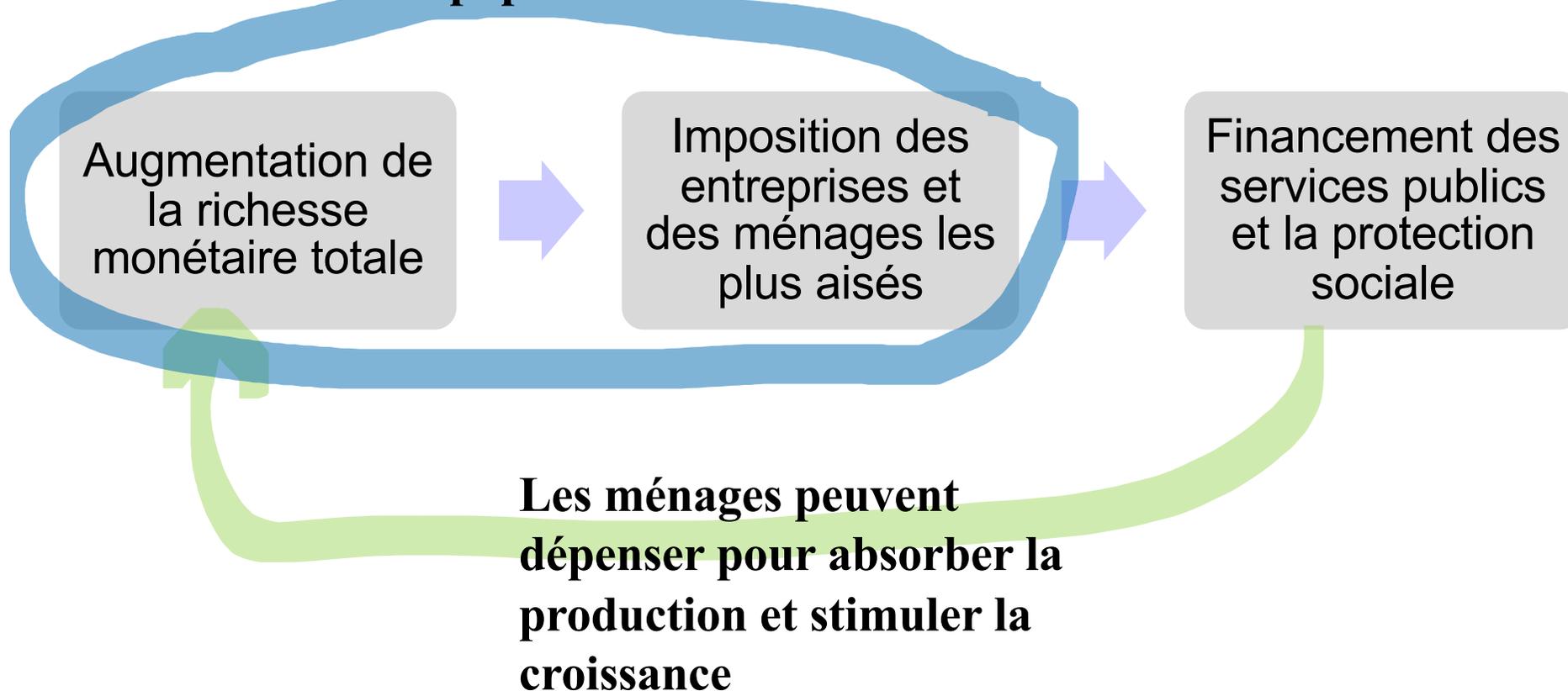
Le non-recours à la protection sociale et un ciblage imparfait limitent l'efficacité de la redistribution



Les ménages peuvent dépenser pour absorber la production et stimuler la croissance

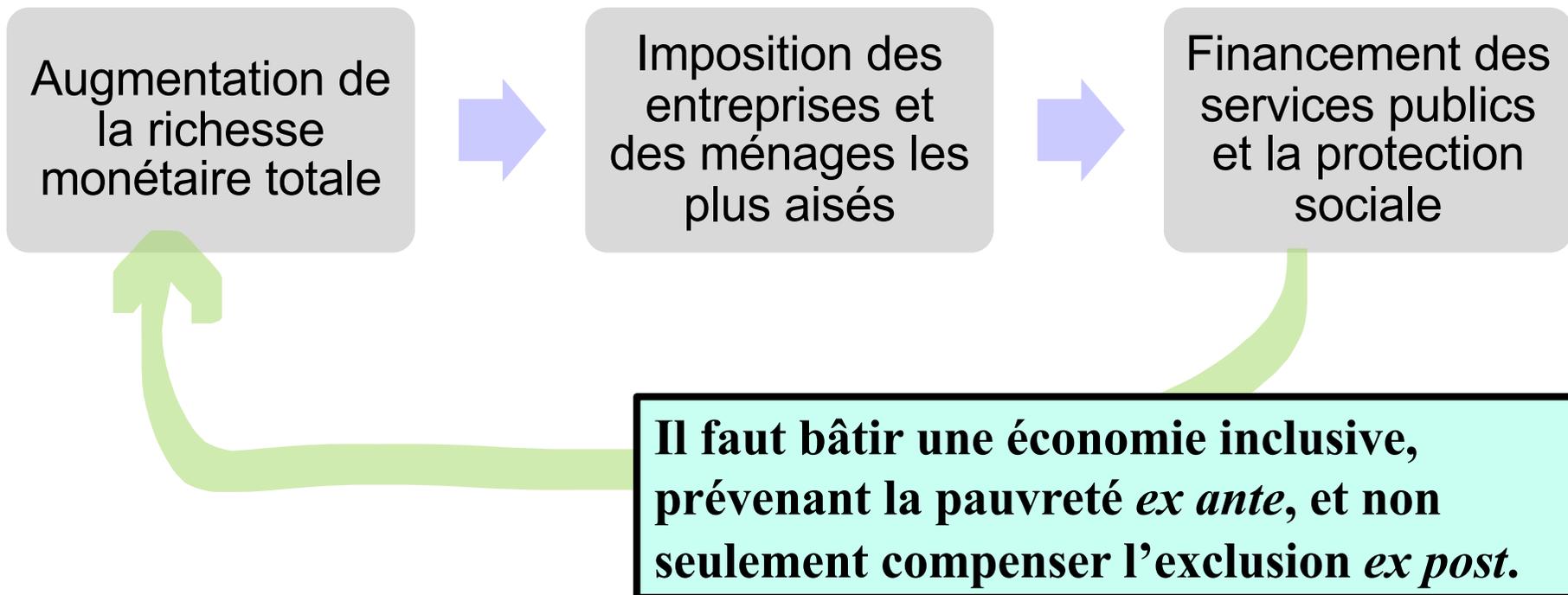
L'approche classique (« ex post », ou compensatoire) de la lutte contre la pauvreté

L'Etat dépend de la bonne santé économique des entreprises pour pouvoir satisfaire les attentes de la population

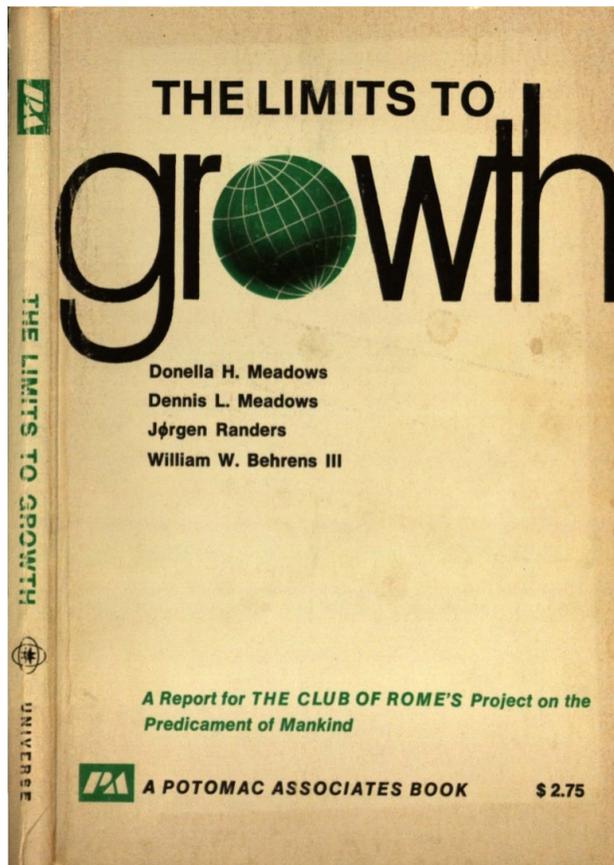


Les bénéfices résultant de l'augmentation du PIB par personne sont largement annulés par

- **L'augmentation ou la persistance des inégalités**
- **L'évolution des attentes sociales: la pauvreté, c'est ne pas pouvoir s'aligner sur les modes de consommation des autres**



1. L'augmentation du PIB est encore largement vue comme une condition de la réduction de la pauvreté.
2. **Cette focalisation sur le PIB est devenue contreproductive. Dans les pays riches, ses inconvénients l'emportent sur ses avantages.**
3. On ne peut plus augmenter le PIB tout en réduisant l'empreinte environnementale: le 'découplage absolu' est un mythe.
4. La quête de l'augmentation du PIB conduit à privilégier (i) un 'climat d'investissement favorable aux affaires' (flexibilisation du travail et fiscalité avantageuse) (ii) une libéralisation commerciale affaiblissant le pouvoir de négociation des travailleurs moins qualifiés au Nord et amenant un développement tourné vers les exportations au Sud, (iii) le sous-investissement dans le travail "essentiel" qui ne contribue pas au PIB.
5. Une approche différente de la lutte contre la pauvreté est possible.
6. Le service de la dette et le développement des pays pauvres demeurent des obstacles.

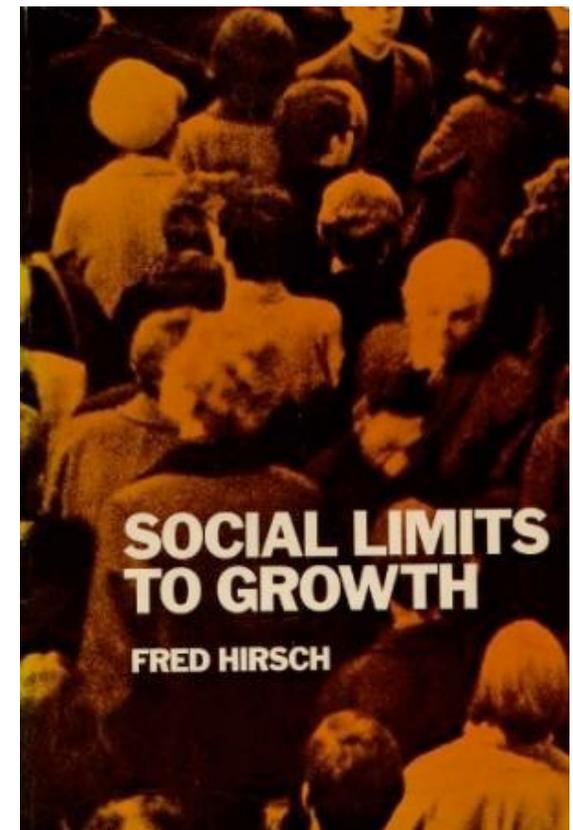


The Joyless Economy

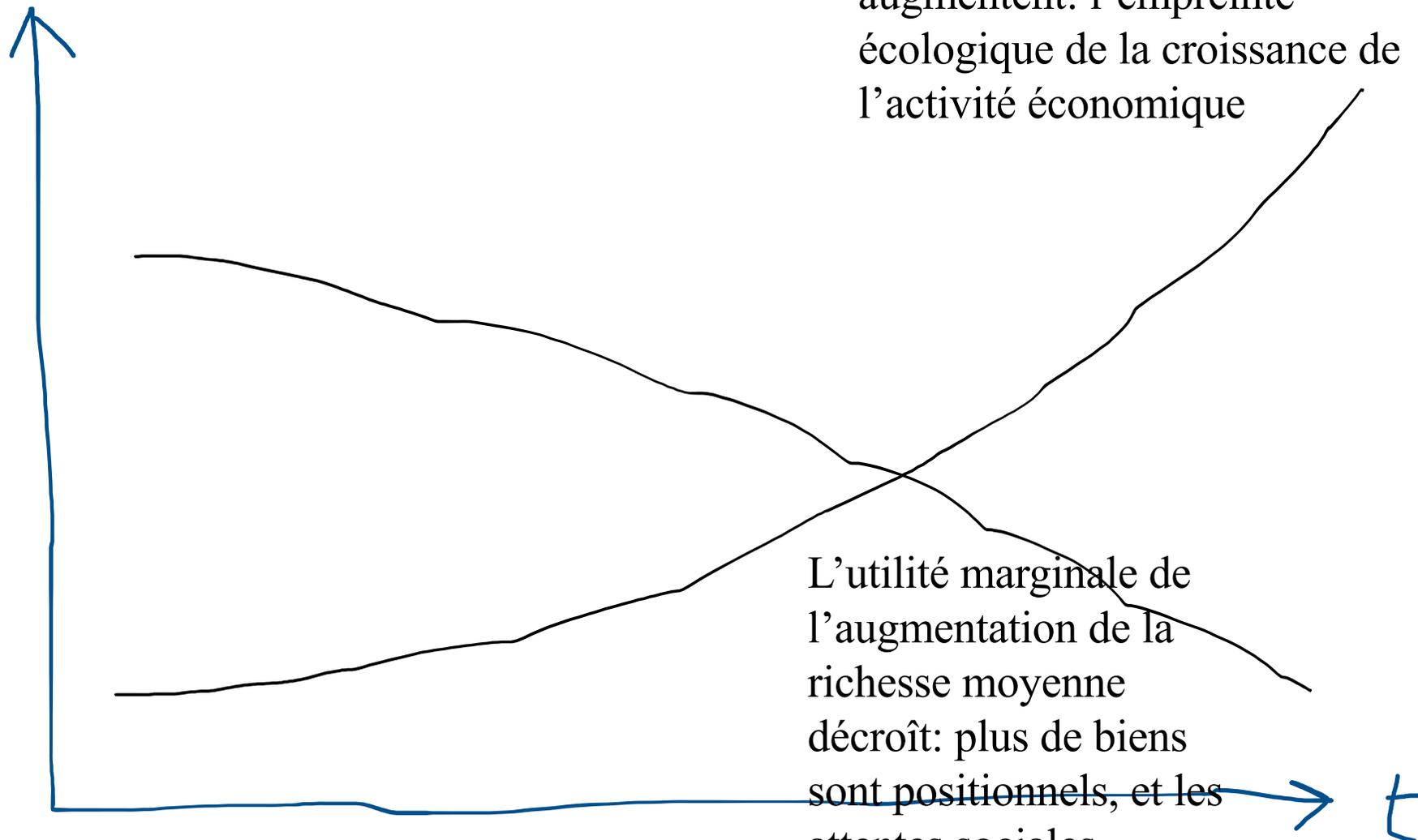
The
Psychology of
Human Satisfaction

REVISED EDITION

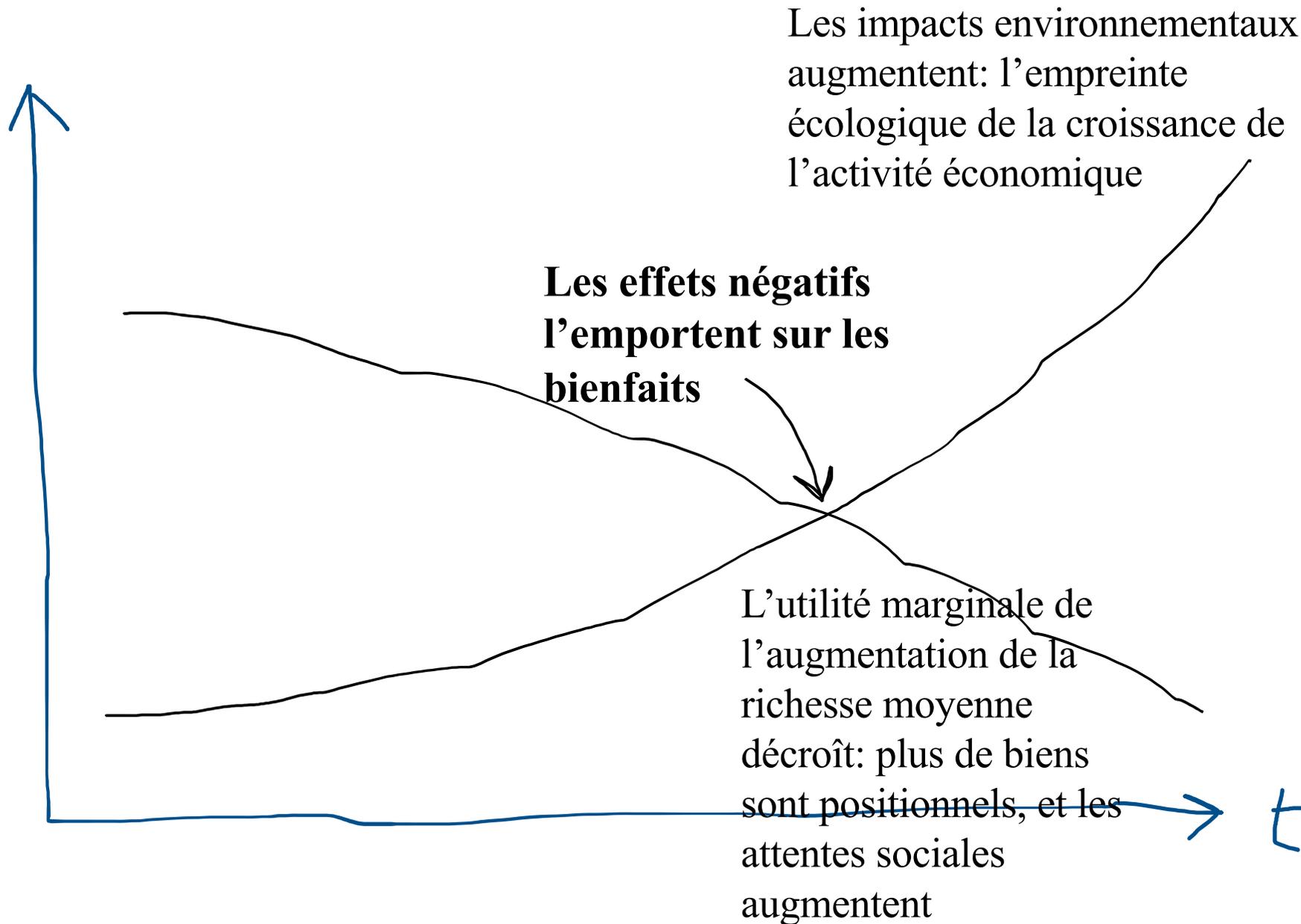
Tibor Scitovsky

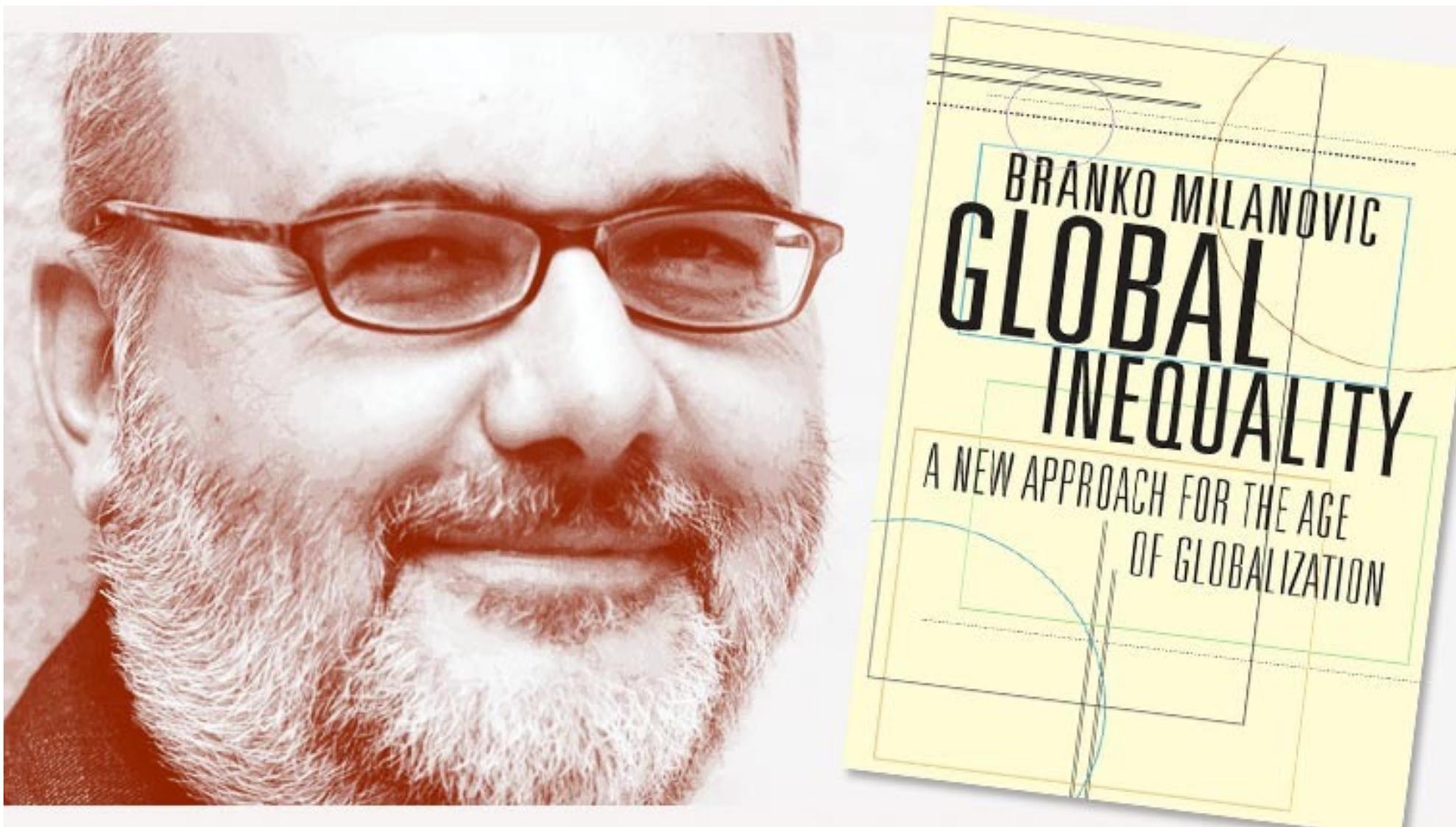


Les impacts environnementaux augmentent: l'empreinte écologique de la croissance de l'activité économique



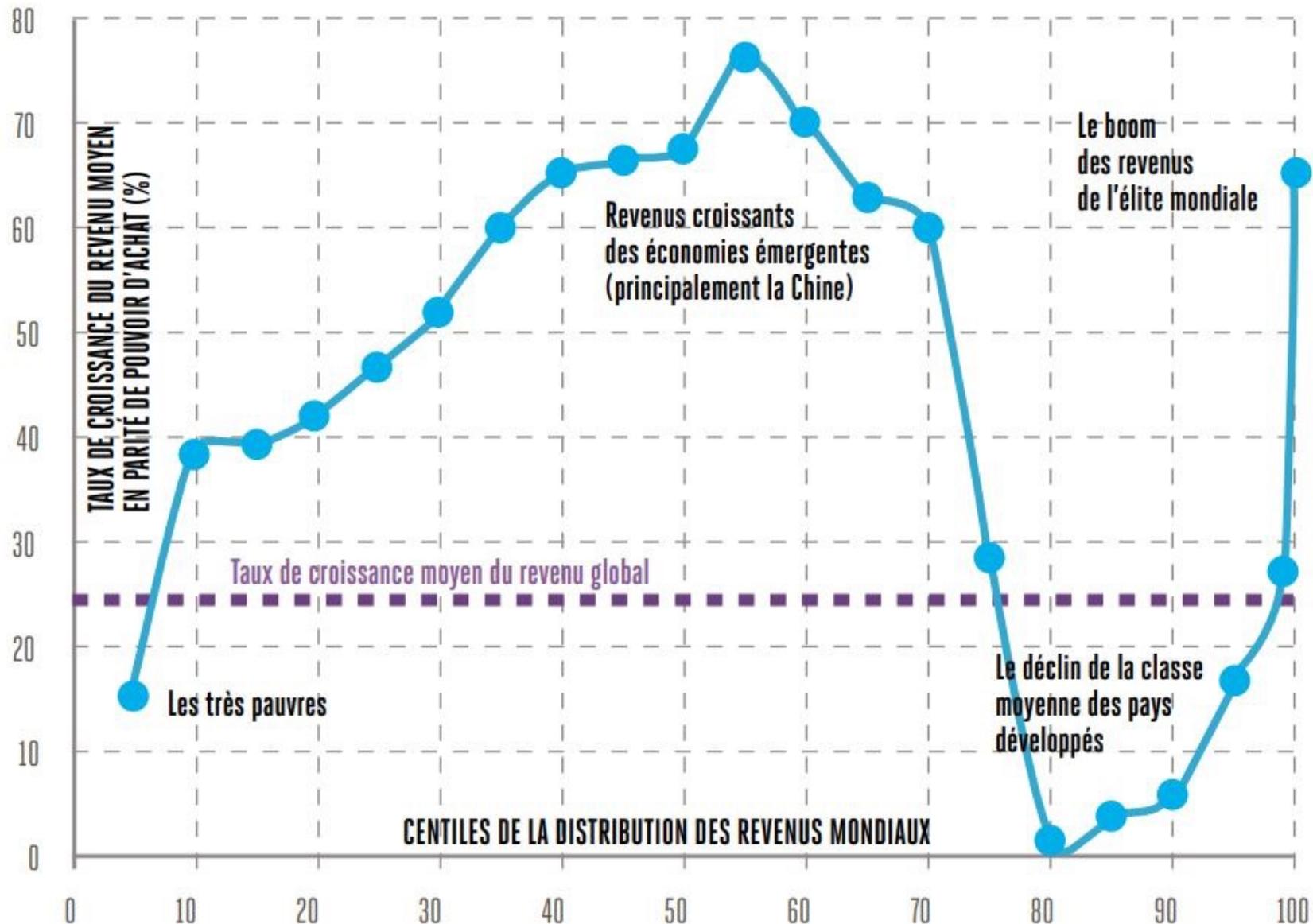
L'utilité marginale de l'augmentation de la richesse moyenne décroît: plus de biens sont positionnels, et les attentes sociales augmentent





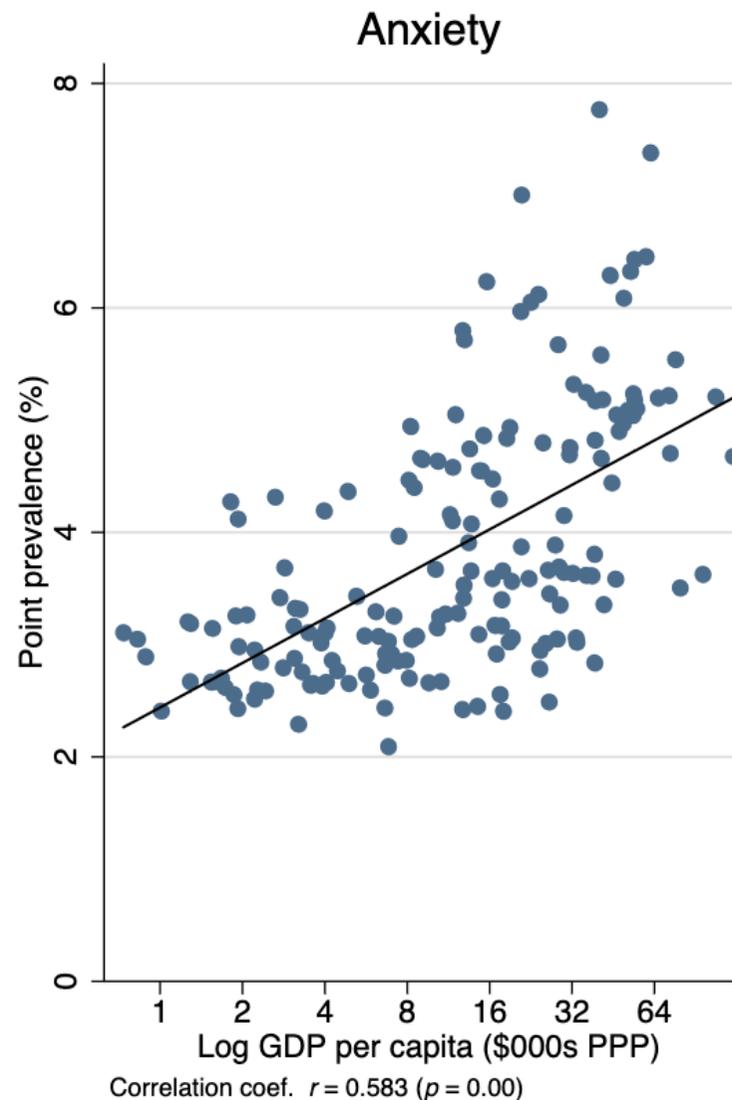
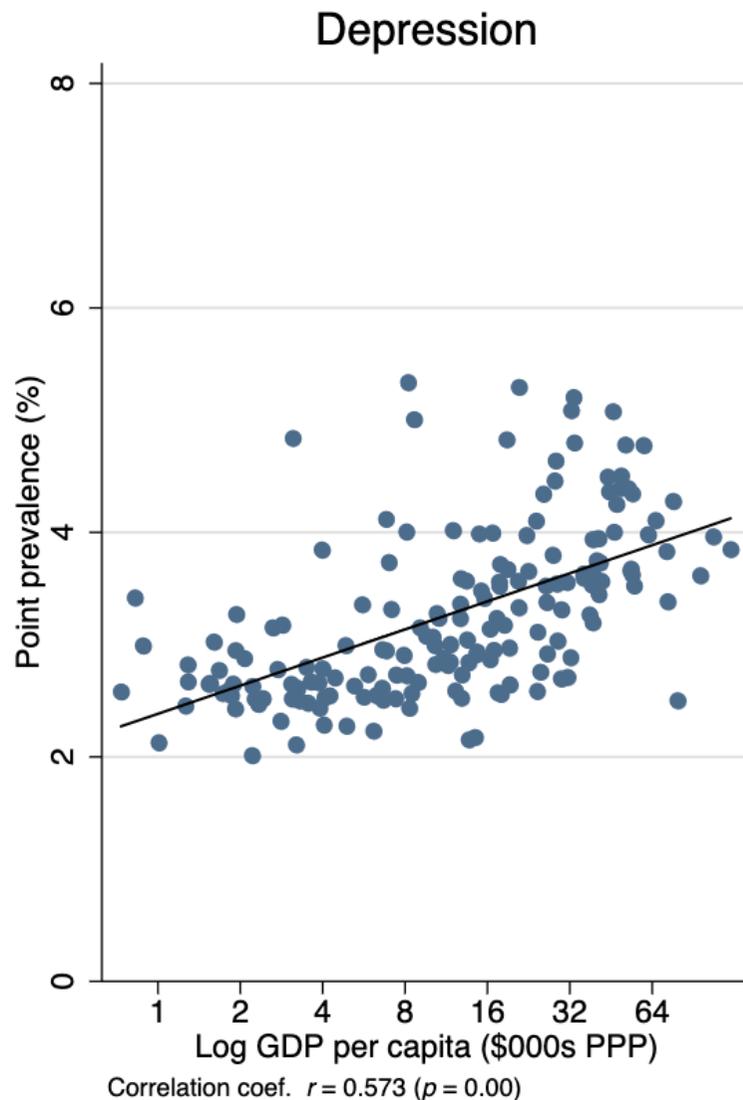
La courbe de l'éléphant

Croissance globale du revenu réel entre 1988 et 2008



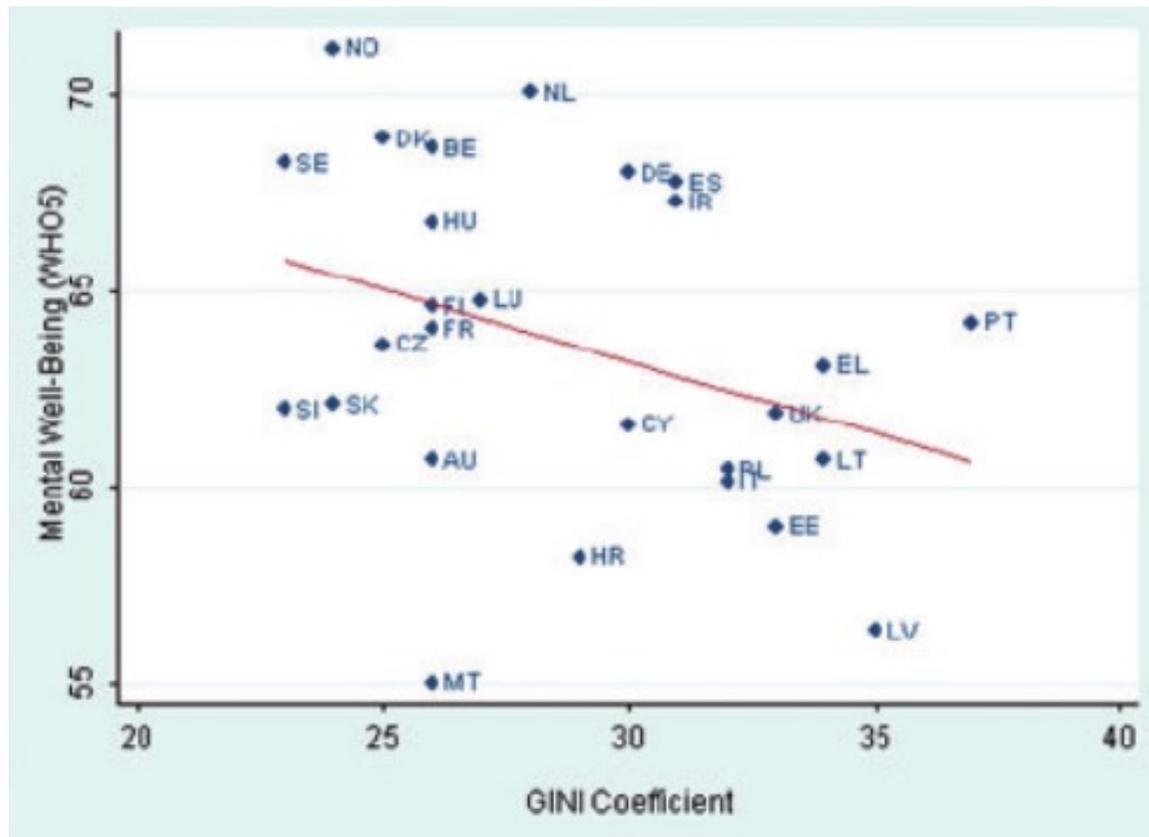


Ridley, M., Rao, G., Schilbach, F., & Patel, V. (2020). Poverty, depression, and anxiety: Causal evidence and mechanisms. *Science*, 370(6522),

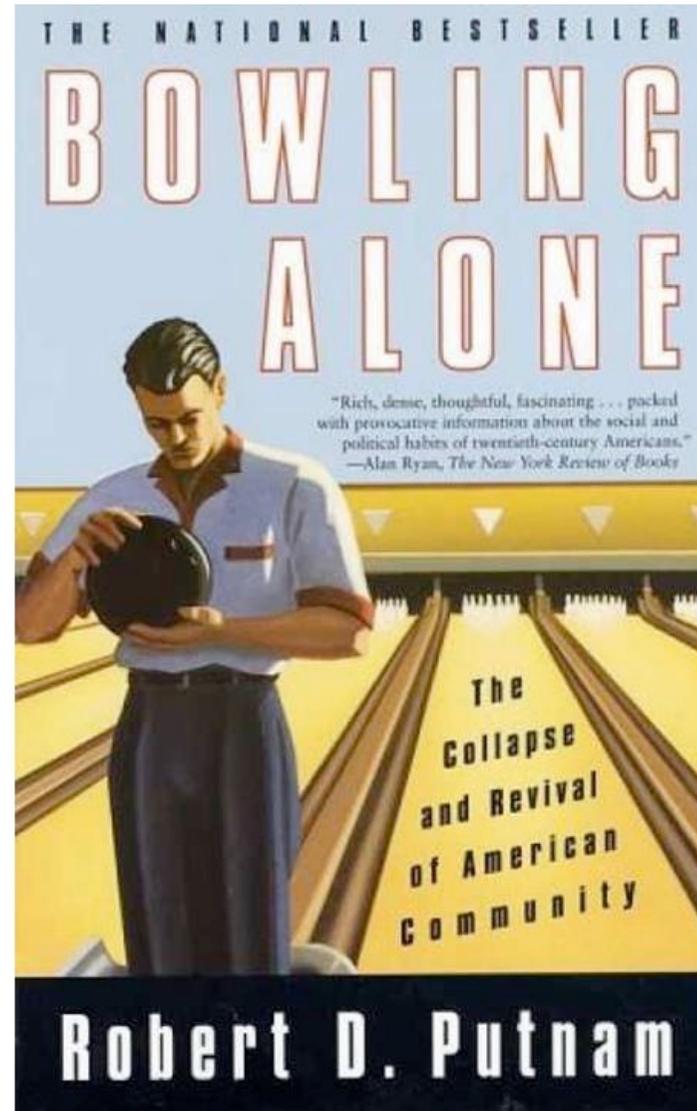


Plutôt que les difficultés d'accès aux soins de santé, c'est l'érosion du capital social (l'absence de confiance) et dans une moindre mesure la menace de la comparaison sociale qui explique la corrélation entre inégalités et problèmes de santé mentale

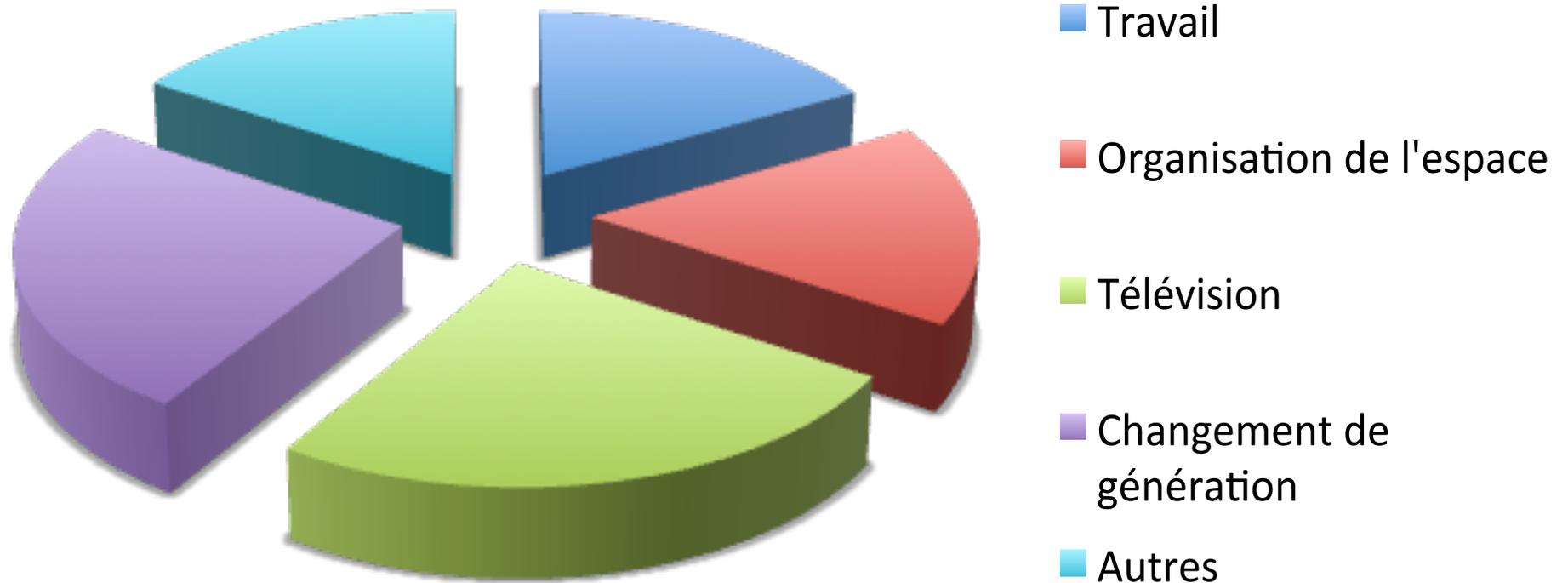
Richard Layte, 'The Association Between Income Inequality and Mental Health: Testing Status Anxiety, Social Capital, and Neo-Materialist Explanations'. *European Sociological Review*. 28(2012), pp. 498-511

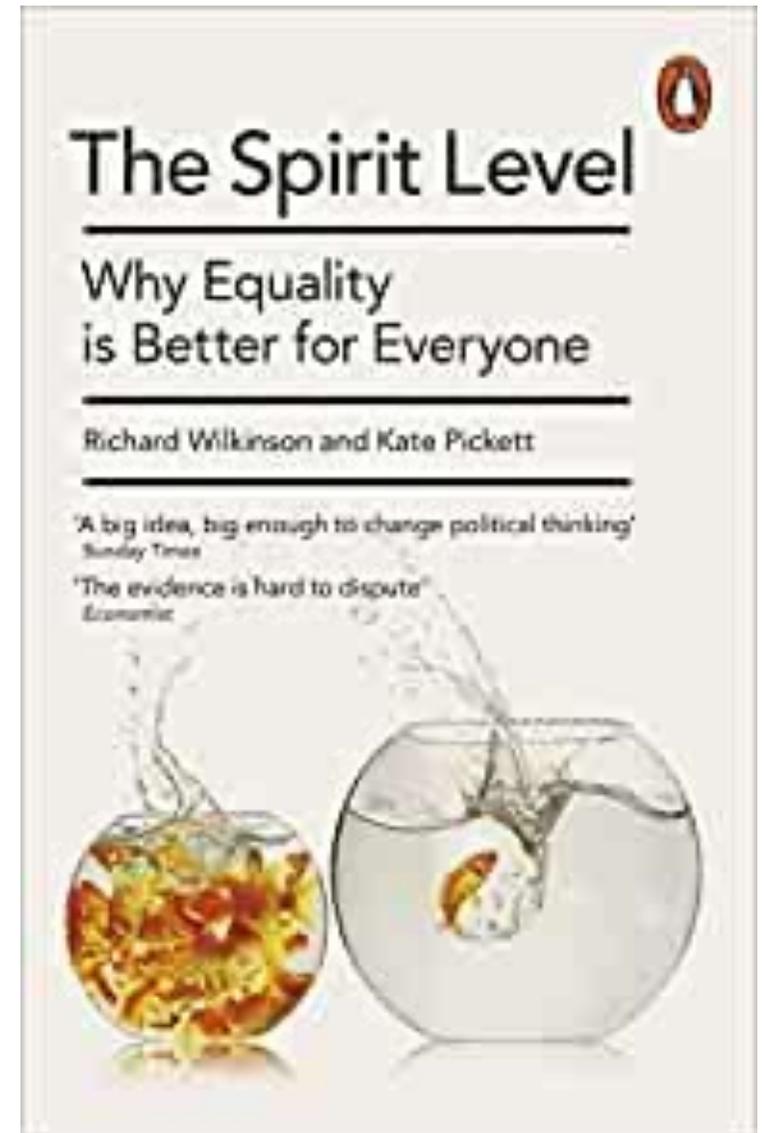


1. GINI
2. WHO5
3. Looked down on
4. Trust in others
5. Social protection exp. (per cent GDP)
6. Trust in institutions
7. Public exp. on education (per cent GDP)
8. Public exp. on health (per cent GDP)
9. No. of physicians per 1,000 population
10. Antisocial behaviour
11. GDP per capita
12. Homicide rate per 100,000 population
13. Civic participation
14. Affective social support



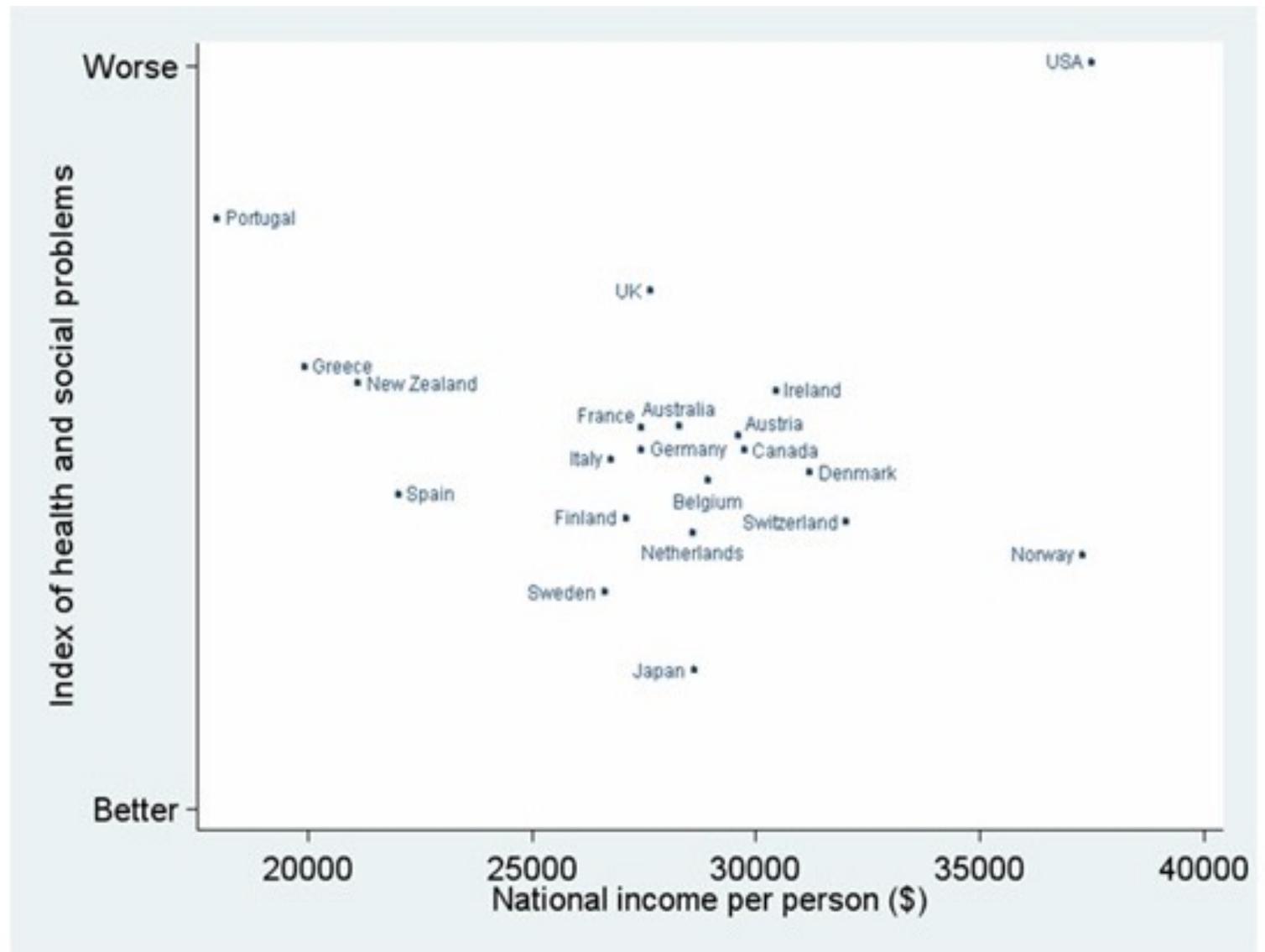
Explications au désinvestissement dans les liens sociaux – la perte de convivialité et l'érosion du capital social





Index of:

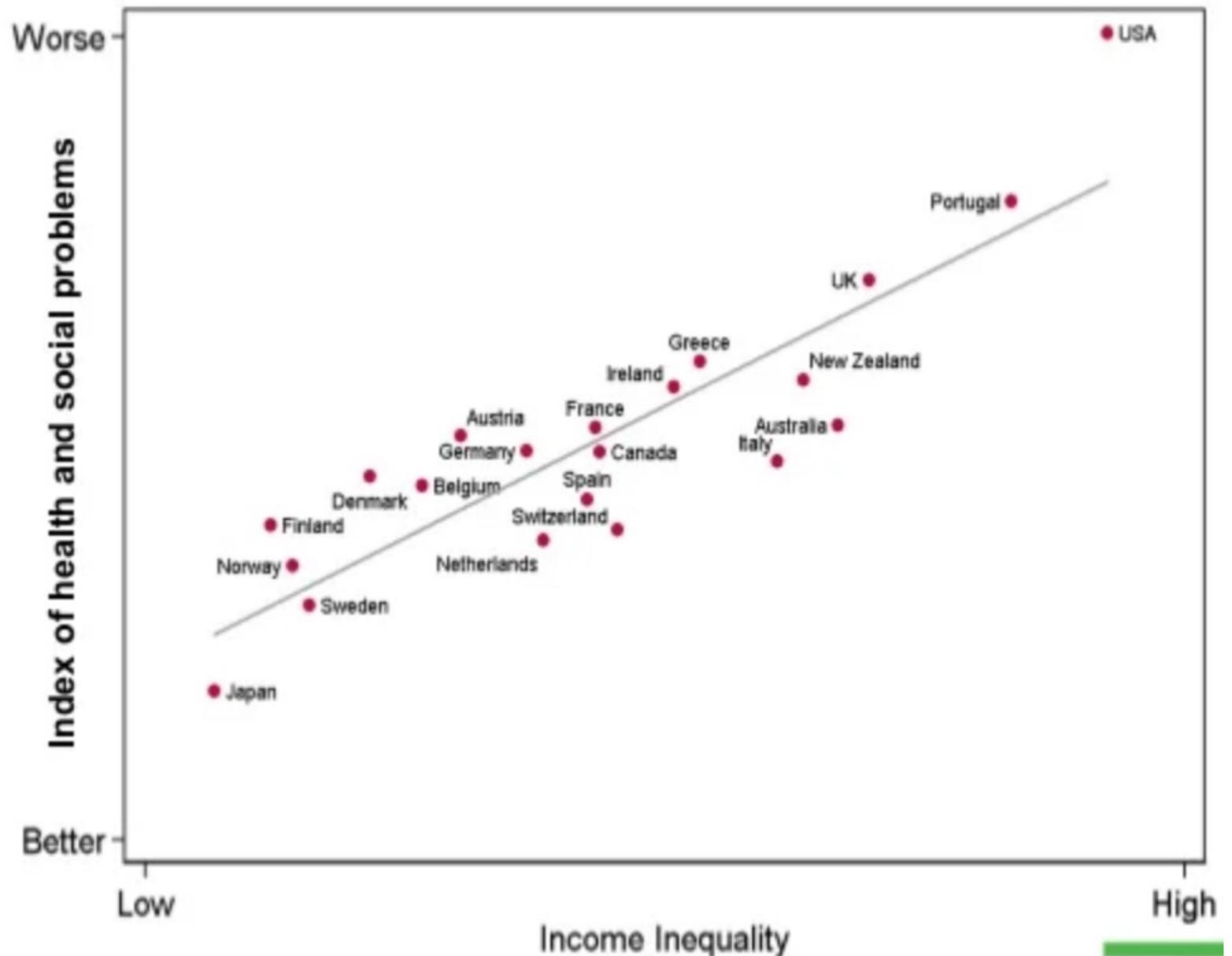
- Life expectancy
- Math & Literacy
- Infant mortality
- Homicides
- Imprisonment
- Teenage births
- Trust
- Obesity
- Mental illness – incl. drug & alcohol addiction
- Social mobility



Source: Wilkinson & Pickett, *The Spirit Level* (2009)

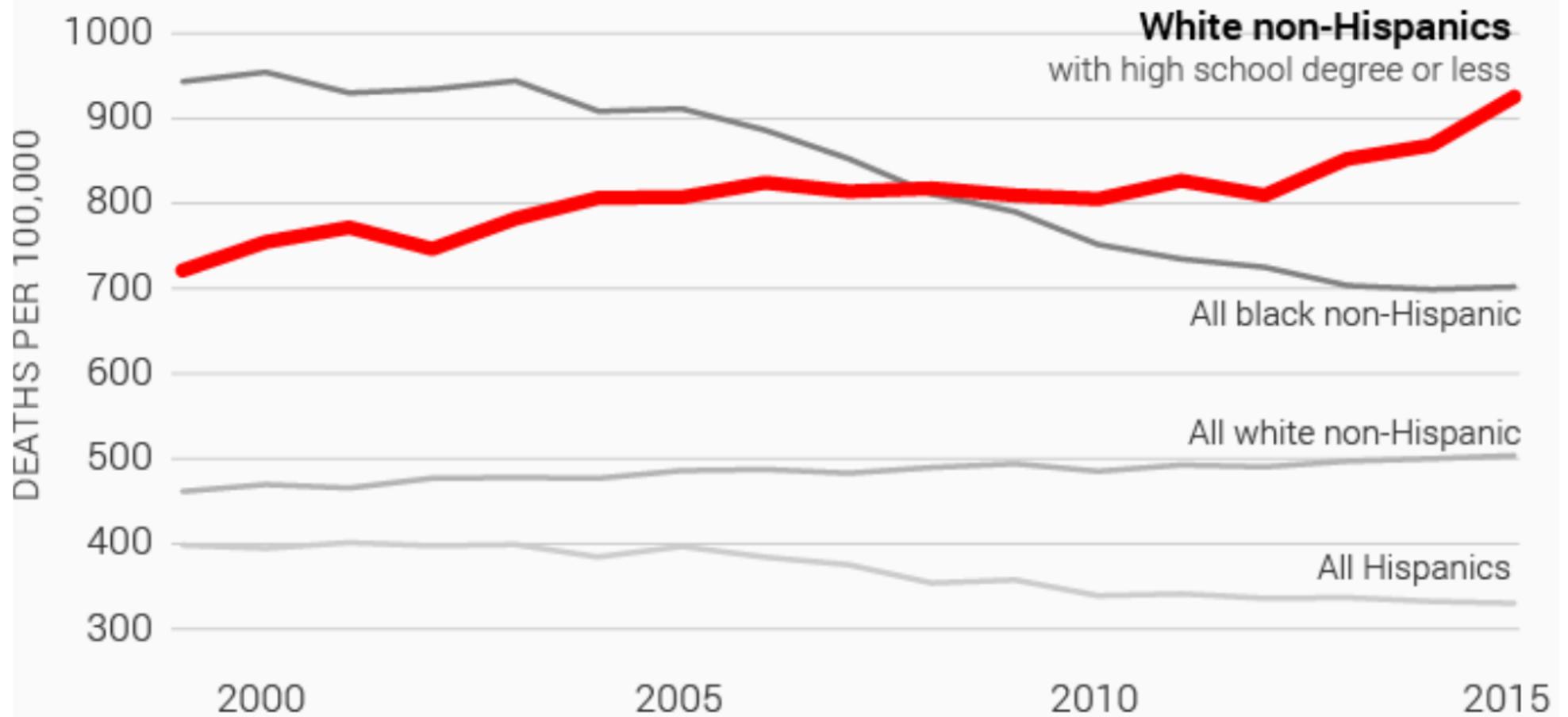
Index of:

- Life expectancy
- Math & Literacy
- Infant mortality
- Homicides
- Imprisonment
- Teenage births
- Trust
- Obesity
- Mental illness – incl. drug & alcohol addiction
- Social mobility

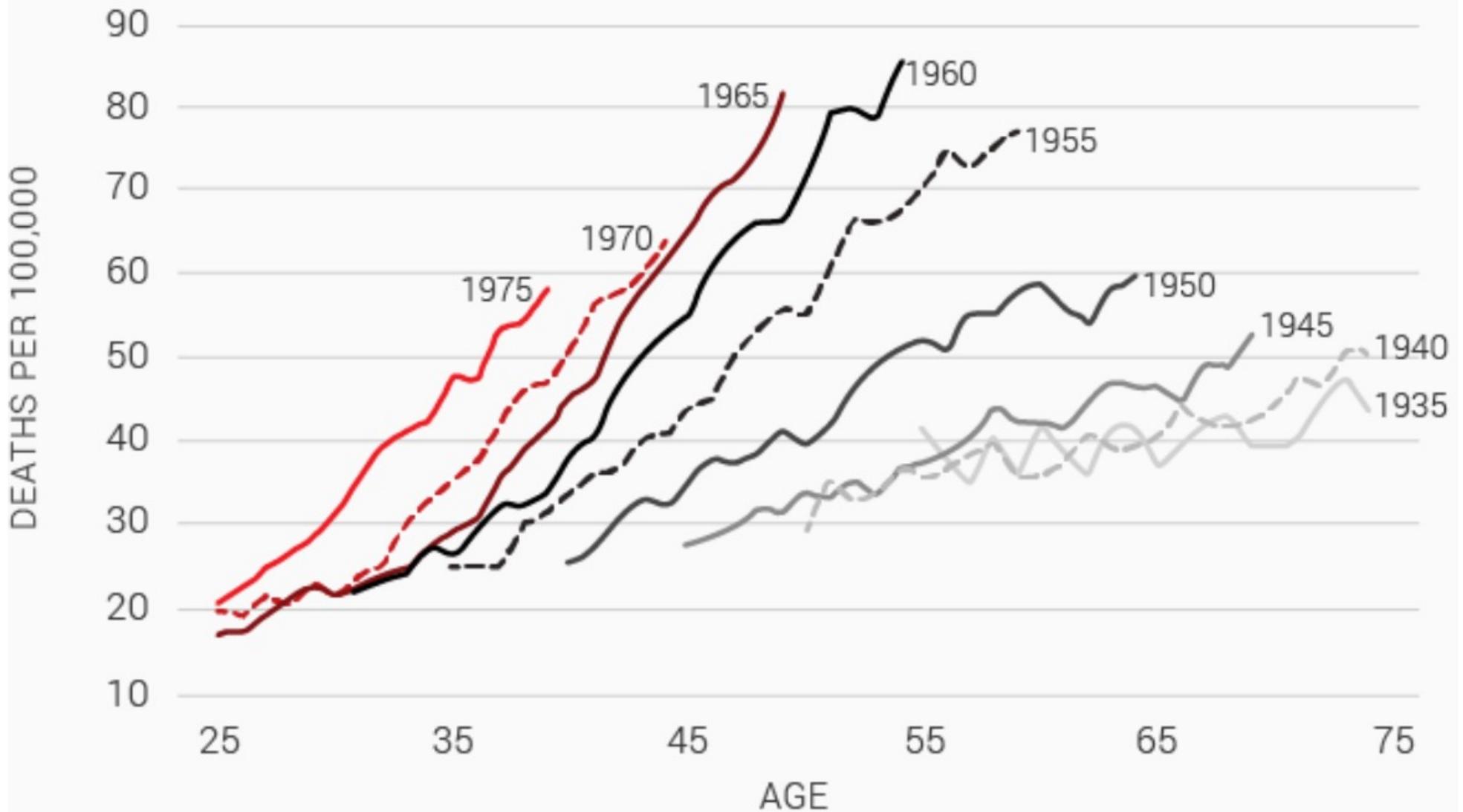




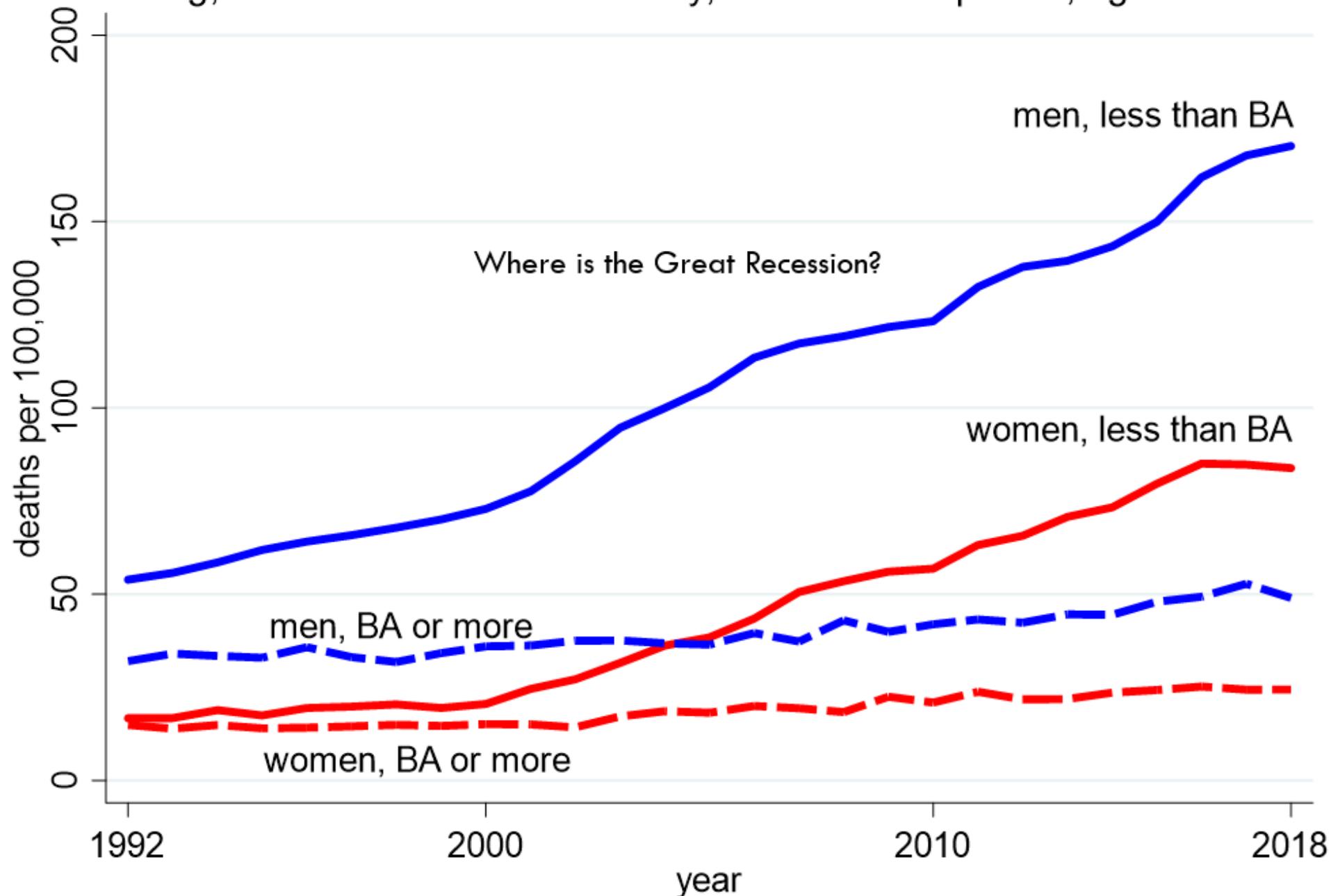
Men and women ages 50-54, death by all causes



Men and women, deaths by drugs, alcohol, and suicide

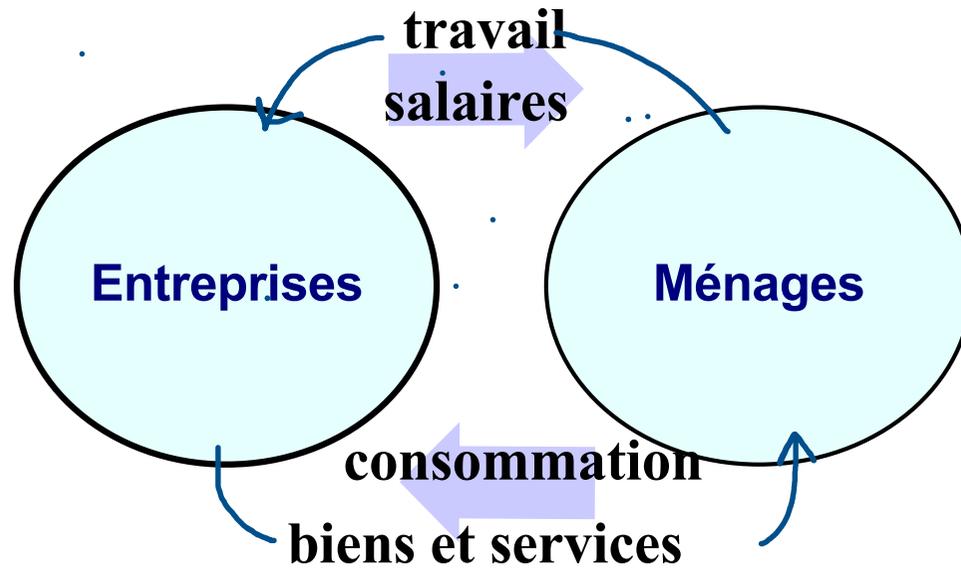


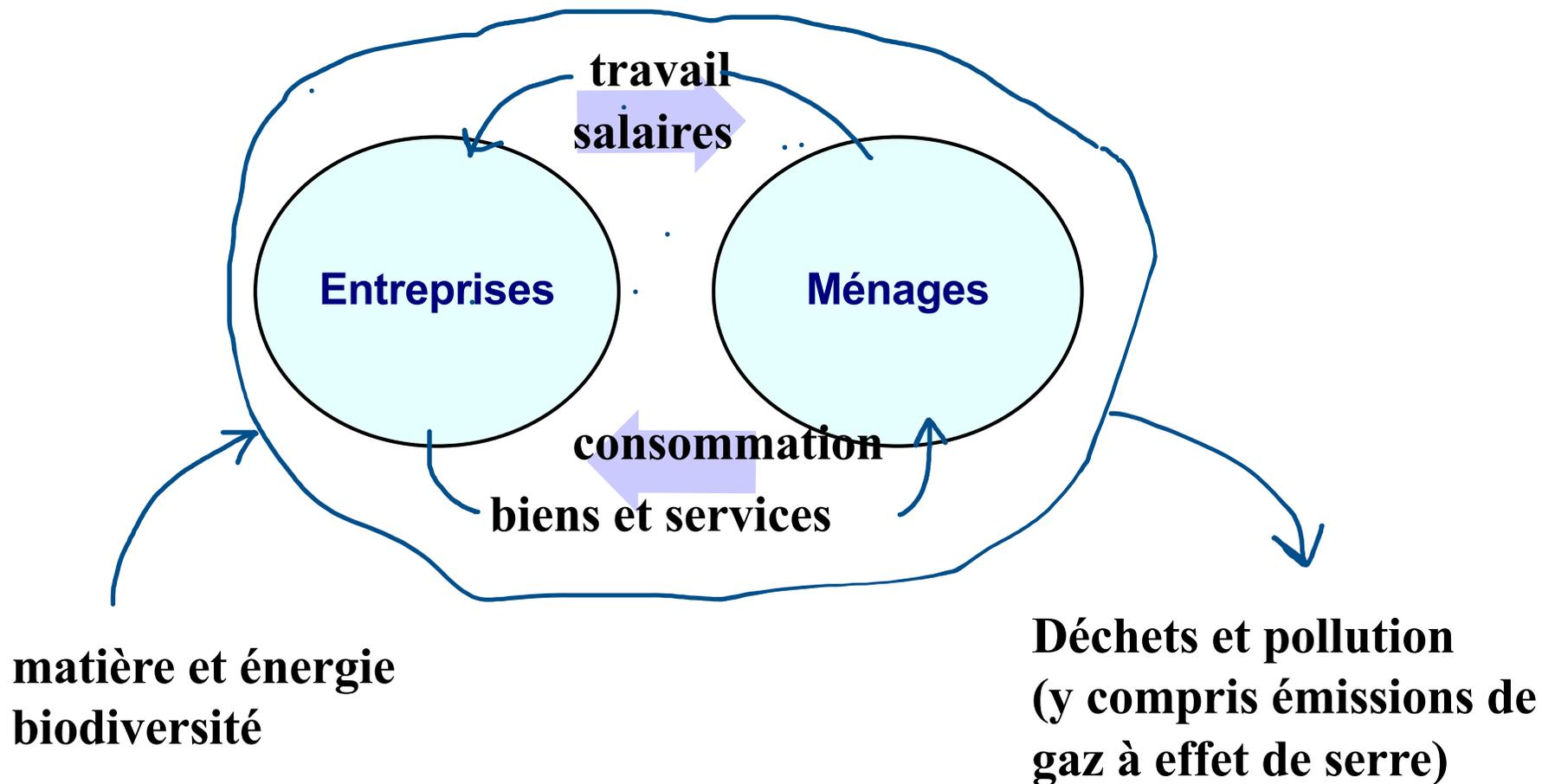
Drug, alcohol and suicide mortality, white non-Hispanics, ages 50-54

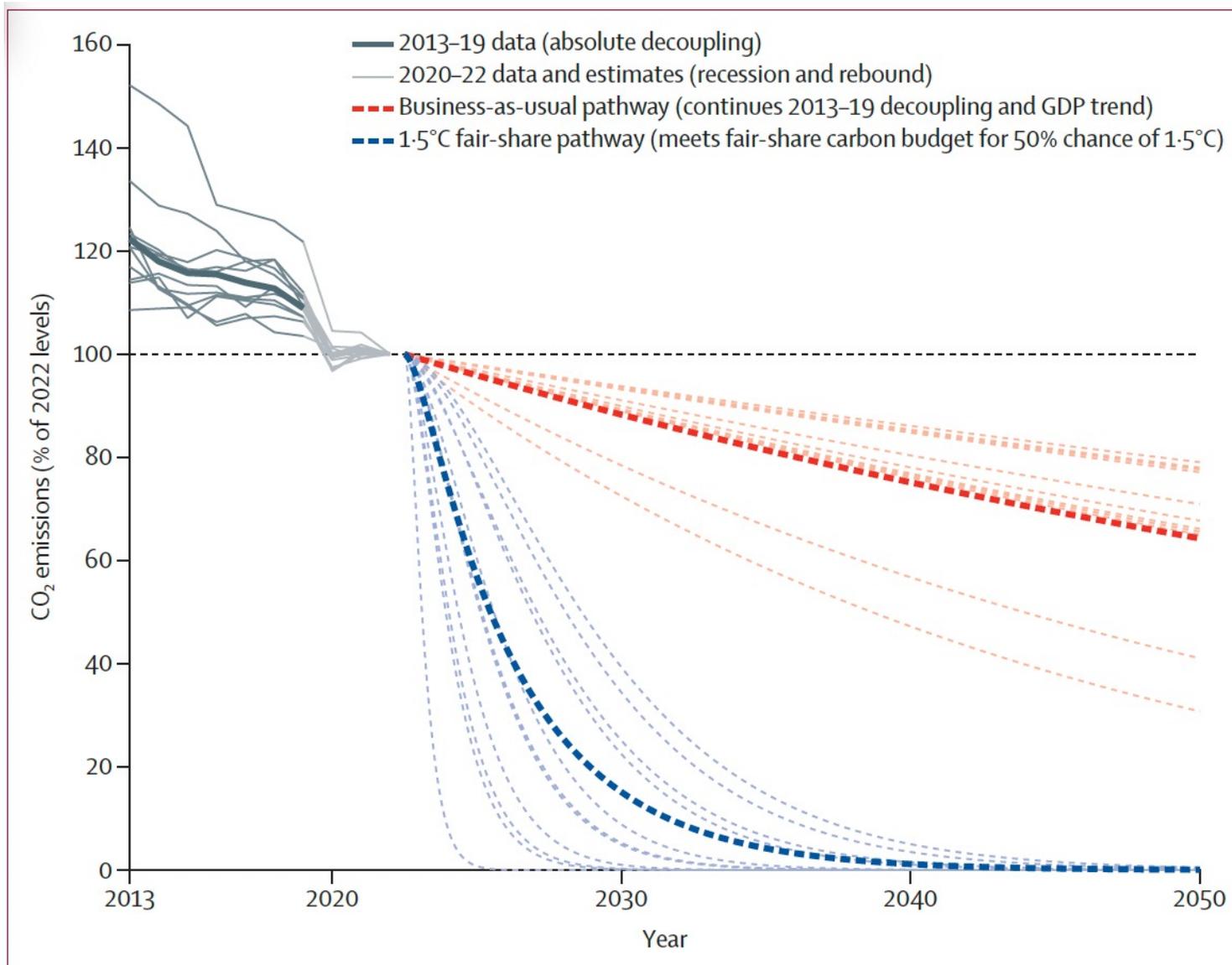


Those without a BA were a constant proportion (~67%) of this population over this period

1. L'augmentation du PIB est encore largement vue comme une condition de la réduction de la pauvreté.
2. Cette focalisation sur le PIB est devenue contreproductive. Dans les pays riches, ses inconvénients l'emportent sur ses avantages.
3. **On ne peut plus augmenter le PIB tout en réduisant l'empreinte environnementale: le 'découplage absolu' est un mythe.**
4. La quête de l'augmentation du PIB conduit à privilégier (i) un 'climat d'investissement favorable aux affaires' (flexibilisation du travail et fiscalité avantageuse) (ii) une libéralisation commerciale affaiblissant le pouvoir de négociation des travailleurs moins qualifiés au Nord et amenant un développement tourné vers les exportations au Sud, (iii) le sous-investissement dans le travail "essentiel" qui ne contribue pas au PIB.
5. Une approche différente de la lutte contre la pauvreté est possible.
6. Le service de la dette et le développement des pays pauvres demeurent des obstacles.







Vogel and HICKEL, “Is green growth happening? An empirical analysis of achieved versus Paris-compliant CO₂–GDP decoupling in high-income countries”, *Lancet Planetary Health*, vol. 7, No. 9 (2023)

« Bien que le découplage absolu ait permis de réduire les émissions annuelles [dans un cinquième de l'échantillon de 116 pays], les émissions restantes contribuent toujours à une augmentation de la concentration atmosphérique de carbone. Le découplage absolu ne suffit pas à éviter de consommer le budget d'émissions de CO₂ restant sous la limite de réchauffement climatique de 1,5° C ou 2° C et à éviter le dérèglement climatique. »

**Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC),
*Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change (6th AR)***

1. L'augmentation du PIB est encore largement vue comme une condition de la réduction de la pauvreté.
2. Cette focalisation sur le PIB est devenue contreproductive. Dans les pays riches, ses inconvénients l'emportent sur ses avantages.
3. On ne peut plus augmenter le PIB tout en réduisant l'empreinte environnementale: le 'découplage absolu' est un mythe.
4. **La quête de l'augmentation du PIB conduit à privilégier (i) un 'climat d'investissement favorable aux affaires' (flexibilisation du travail et fiscalité avantageuse) (ii) une libéralisation commerciale affaiblissant le pouvoir de négociation des travailleurs moins qualifiés au Nord et amenant un développement tourné vers les exportations au Sud, (iii) le sous-investissement dans le travail "essentiel" qui ne contribue pas au PIB.**
5. Une approche différente de la lutte contre la pauvreté est possible.
6. Le service de la dette et le développement des pays pauvres demeurent des obstacles.

New Approaches to Economic Challenges

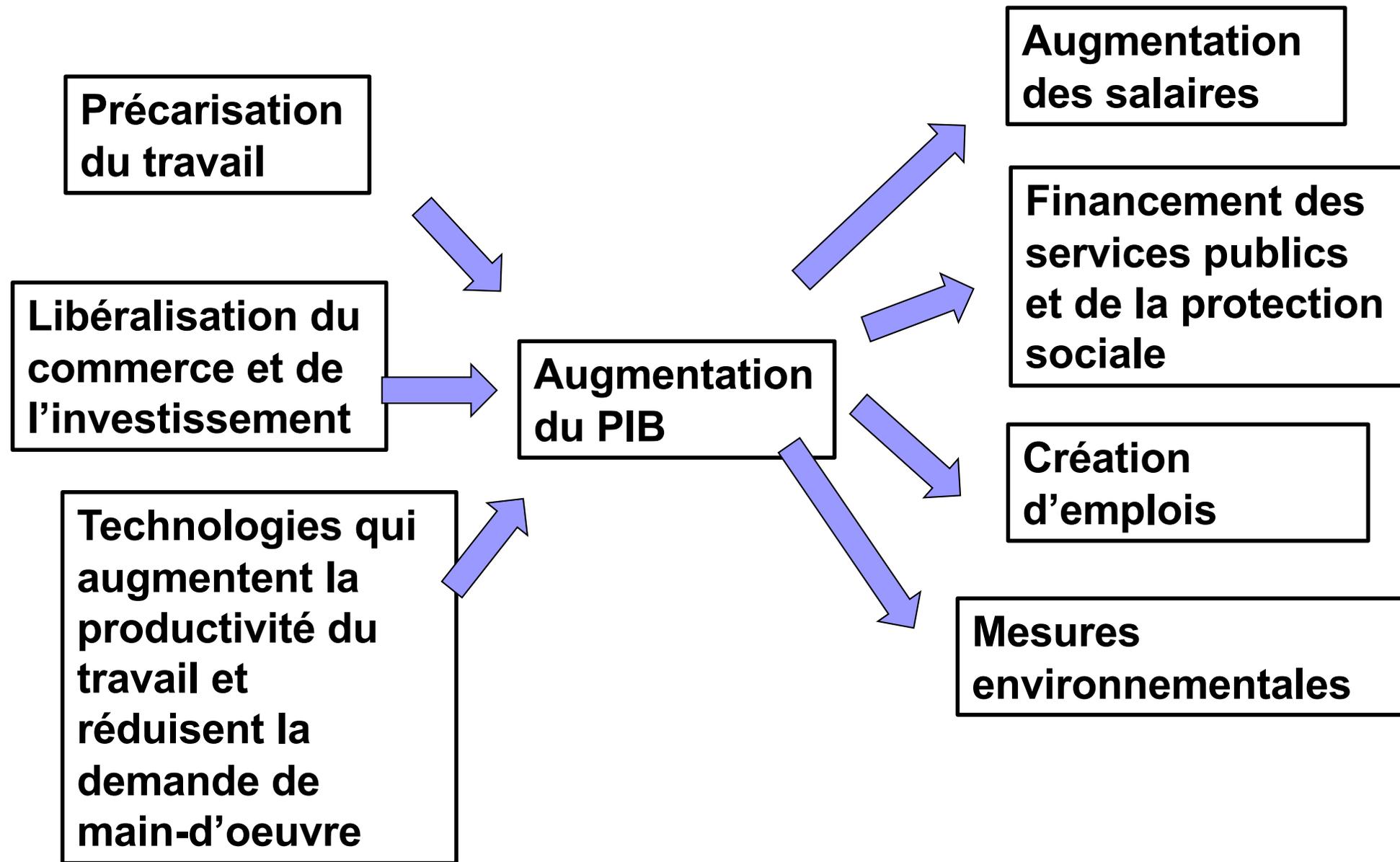
Beyond Growth

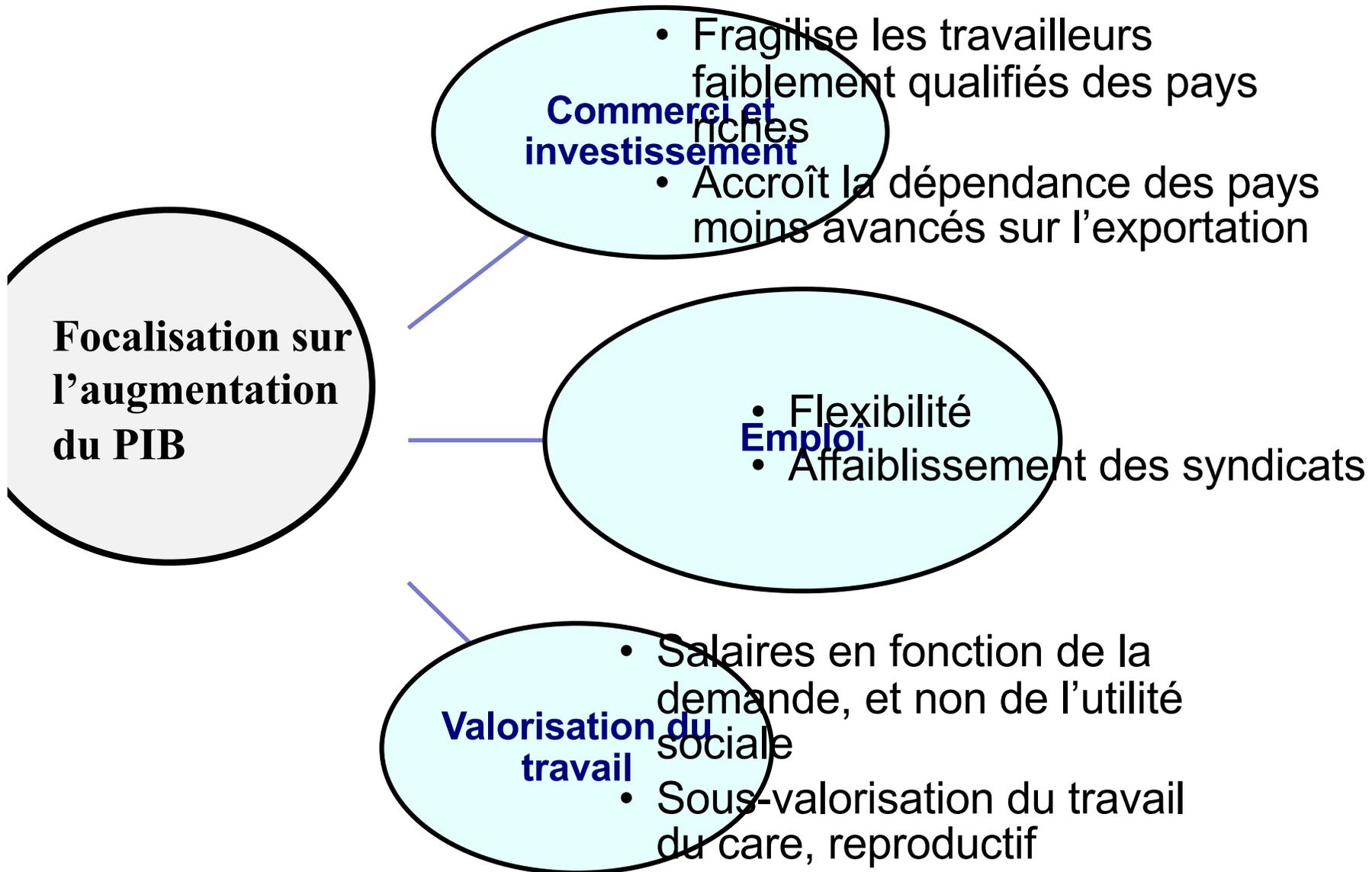
TOWARDS A NEW ECONOMIC APPROACH



Les progrès attendus d'une hausse du PIB « peuvent souvent être compromis par la manière dont ils sont générés, en particulier pour les personnes à faibles revenus et ayant un travail plus précaire, et lorsque la consommation privée est privilégiée par rapport à la fourniture de biens publics ».

OECD, *Beyond Growth: Towards a New Economic Approach* (Paris, 2020), p. 177.





1. L'augmentation du PIB est encore largement vue comme une condition de la réduction de la pauvreté.
2. Cette focalisation sur le PIB est devenue contreproductive. Dans les pays riches, ses inconvénients l'emportent sur ses avantages.
3. On ne peut plus augmenter le PIB tout en réduisant l'empreinte environnementale: le 'découplage absolu' est un mythe.
4. La quête de l'augmentation du PIB conduit à privilégier (i) un 'climat d'investissement favorable aux affaires' (flexibilisation du travail et fiscalité avantageuse) (ii) une libéralisation commerciale affaiblissant le pouvoir de négociation des travailleurs moins qualifiés au Nord et amenant un développement tourné vers les exportations au Sud, (iii) le sous-investissement dans le travail "essentiel" qui ne contribue pas au PIB.
5. **Une approche différente de la lutte contre la pauvreté est possible.**
6. Le service de la dette et le développement des pays pauvres demeurent des obstacles.

I. LA LUTTE CONTRE LES INEGALITES DOIT PRENDRE LA PRIORITE SUR LA RECHERCHE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La persistance des inégalités

- Permet aux plus riches de **commander l'usage de ressources rares**, qui ne serviront pas à satisfaire les besoins des ménages précaires: la machine économique est moins efficace à réduire la pauvreté
- Conduit les plus riches à nourrir la crise climatique par leurs **choix d'investissement** (les 1% les plus riches sont responsables de 23% des émissions additionnelles depuis 1990, les 50% les plus pauvres de seulement 16%)
- Conduit les **modes de vie** des plus affluents à devenir la norme: les 10% plus riches (dont deux tiers vivent dans les pays à revenu élevé) représentent 36-45% des émissions, et les inégalités encouragent la consommation ostentatoire et la comparaison sociale
- Permet l'émergence d'acteurs économiques dominants qui convertissent cette domination en **influence politique**

LA “TRANSITION JUSTE”

1. **Compenser les impacts du verdissement de l'économie**
2. **Identifier les mesures à “triple dividende”, qui peuvent réduire l'empreinte écologique, créer des emplois et rendre abordable des biens et services essentiels à une vie décente**
3. **Mettre l'accent sur la réduction des inégalités plutôt que sur l'augmentation de la production**
4. **Combattre l'obsolescence programmée**



General Assembly

Distr.: General
20 July 2020

Original: English

Seventy-fifth session

Item 72 (b) of the provisional agenda*

Promotion and protection of human rights: human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms

Extreme poverty and human rights

The “just transition” in the economic recovery: eradicating poverty within planetary boundaries

Summary

As the world faces an unprecedented economic crisis, Governments have adopted various stimulus plans to speed up the recovery. Growth as usual is not an option, however, taking into account the other crisis: the environmental crisis. The present report examines how the fight against poverty can be combined with the search for a development model that mitigates climate change and halts the erosion of biodiversity. The “just transition” requires that the workers and communities affected by the ecological transformation be protected from its impacts. But the transformation required also needs to open up new opportunities and strengthen the rights of people living in poverty. In specific areas, such as energy, buildings, food or mobility, “triple-dividend” actions can be taken that would reduce the ecological footprint while simultaneously creating employment opportunities for people with low levels of qualification and facilitating access to goods and services essential to the enjoyment of human rights. Such actions should be underpinned by a different development model that places the fight against inequalities above the exclusive focus on economic growth and that combats wasteful consumption rather than seeing it an ingredient of growth. “Building back better” does not mean returning to the status quo, but instead taking public action towards the eradication of poverty within planetary boundaries.

Les alternatives: éléments d'une économie post-croissance

II. Fiscalité

- Réduire les inégalités de patrimoine et non seulement de revenus: la taxe sur les successions et sur le patrimoine
- Taxer les maux de l'économie (production et consommation des énergies fossiles, transactions financières, produits de luxe, 'taxes santé')

III. Consommation

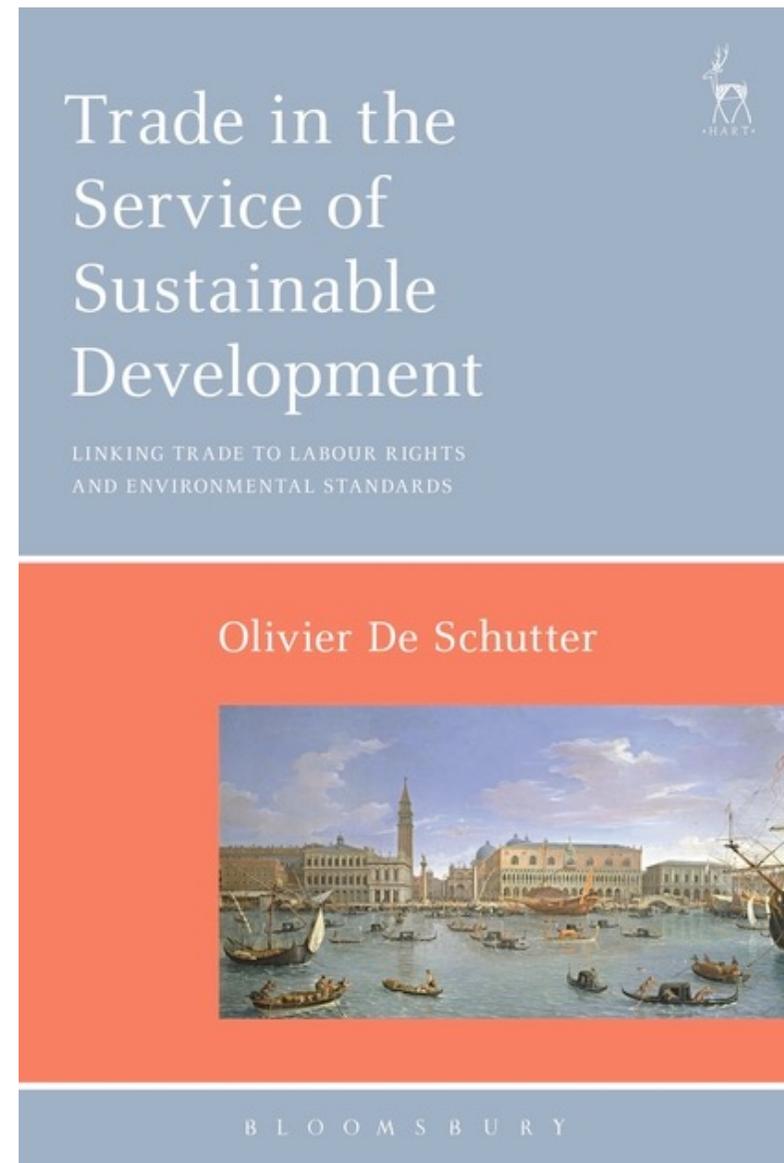
- Combattre la consommation excessive en interdisant la publicité sur les produits de luxe et en luttant contre l'obsolescence planifiée

IV. Travail

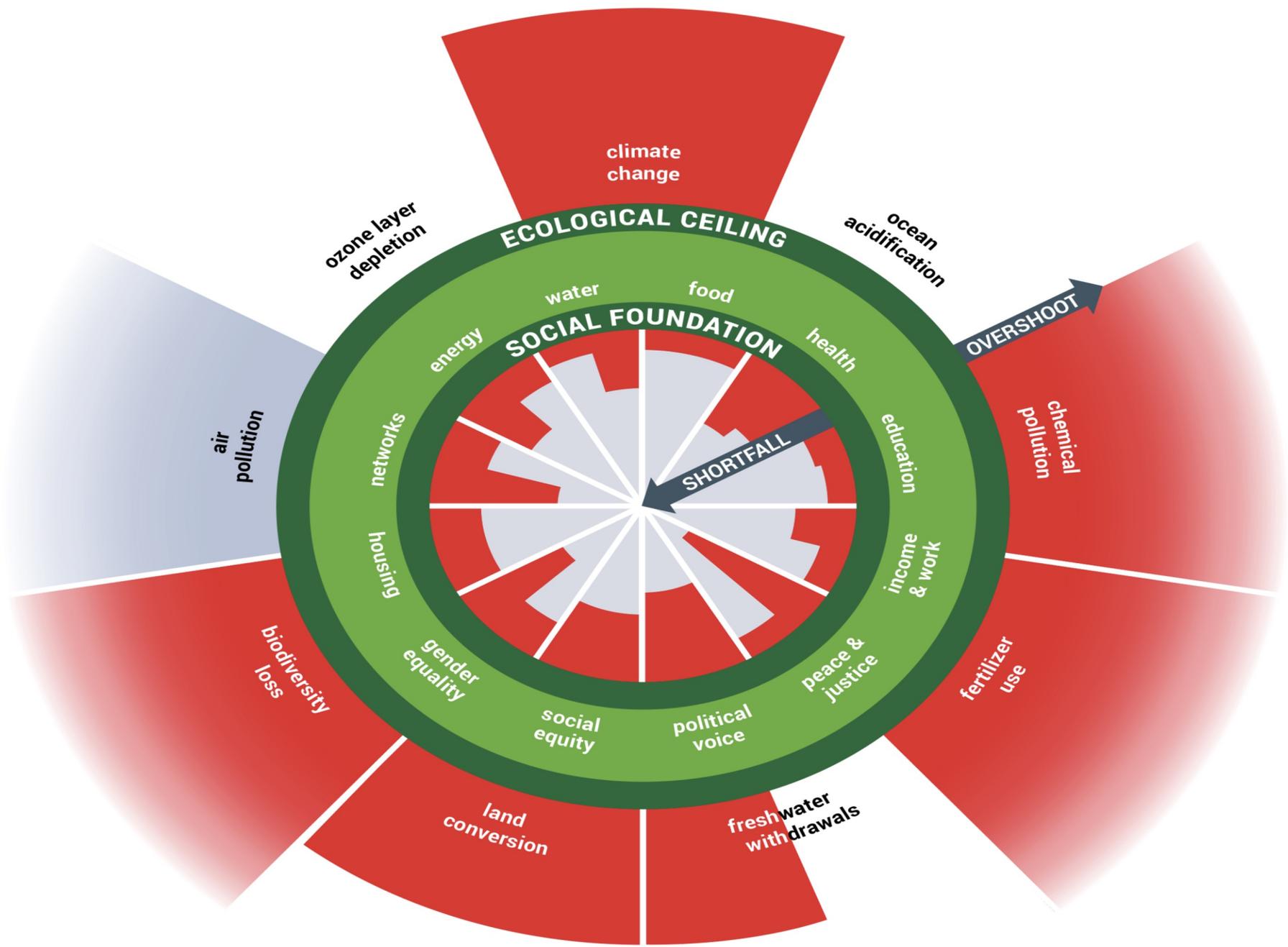
- Renforcer l'économie sociale et solidaire
- Démocratiser l'entreprise pour que les travailleurs puissent se prononcer sur la répartition des profits et sur la nature de la production
- S'assurer que les salaires soient fixés en fonction de l'utilité sociale, et non seulement en fonction de ce que le consommateur / l'utilisateur de services est prêt à payer

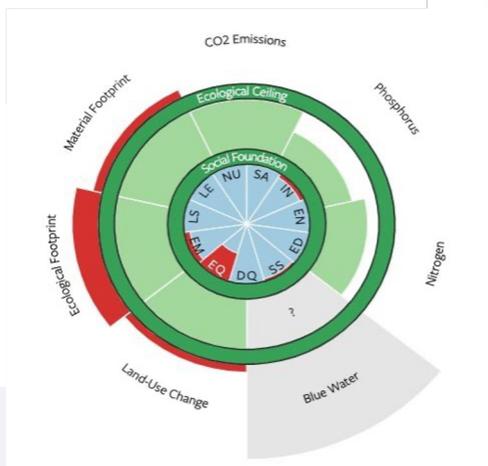
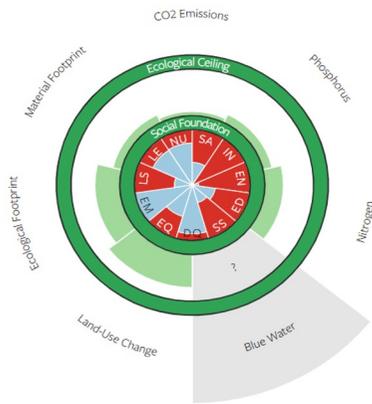
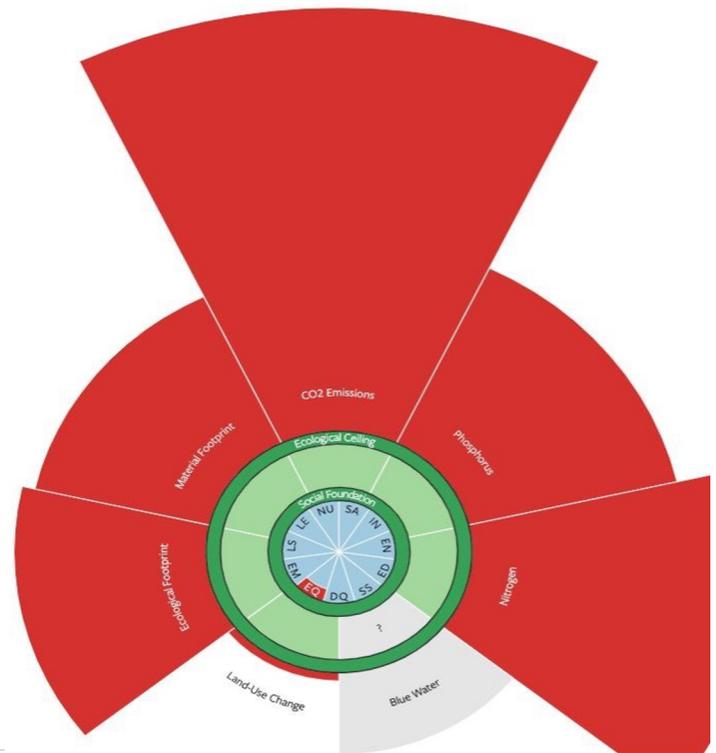
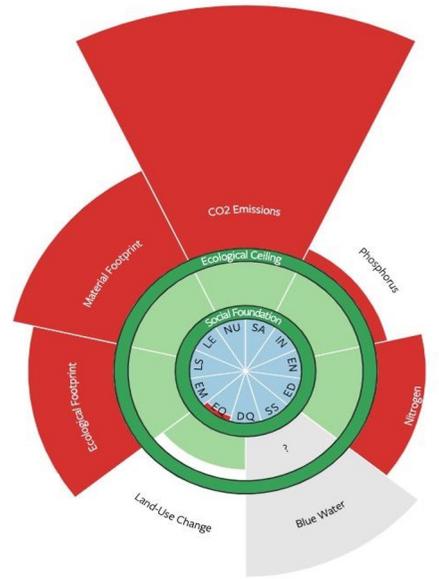
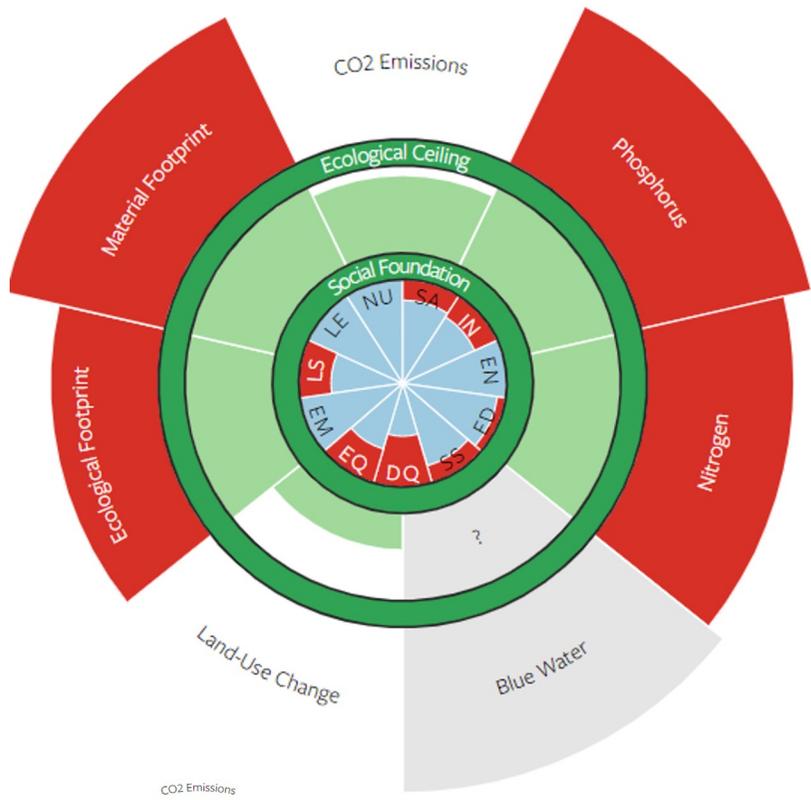
V. AMELIORER LA COHERENCE ENTRE LES TRANSITIONS A L'ECHELLE NATIONALE ET LE CONTEXTE INTERNATIONAL

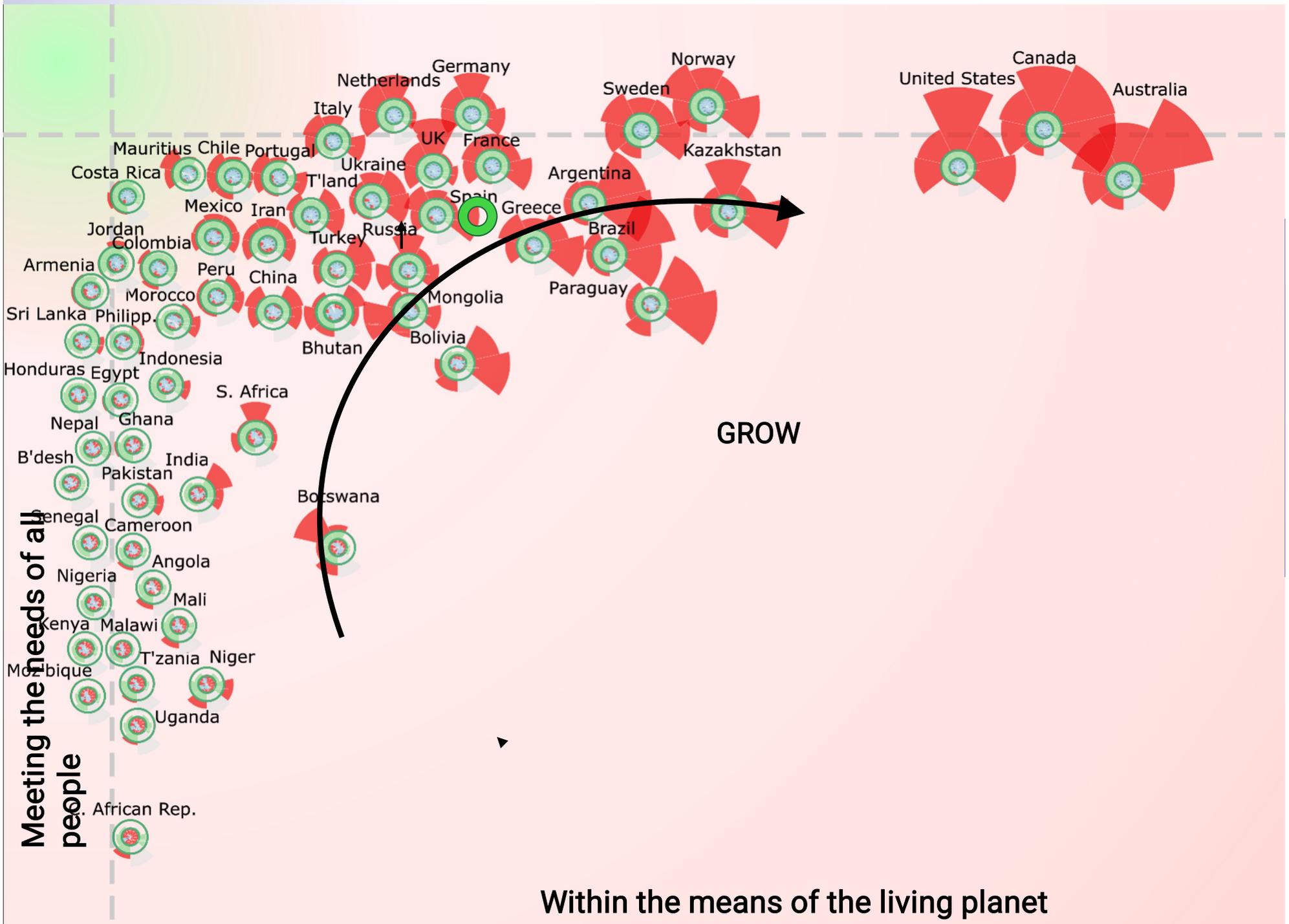
1. **Mettre le commerce au service du développement durable: les conditionnalités de l'accès aux marchés**
2. **La démocratisation des régimes de commerce et d'investissement**
3. **Mettre les chaînes mondiales de valeur au service du développement durable: l'obligation de vigilance raisonnable**



1. L'augmentation du PIB est encore largement vue comme une condition de la réduction de la pauvreté.
2. Cette focalisation sur le PIB est devenue contreproductive. Dans les pays riches, ses inconvénients l'emportent sur ses avantages.
3. On ne peut plus augmenter le PIB tout en réduisant l'empreinte environnementale: le 'découplage absolu' est un mythe.
4. La quête de l'augmentation du PIB conduit à privilégier (i) un 'climat d'investissement favorable aux affaires' (flexibilisation du travail et fiscalité avantageuse) (ii) une libéralisation commerciale affaiblissant le pouvoir de négociation des travailleurs moins qualifiés au Nord et amenant un développement tourné vers les exportations au Sud, (iii) le sous-investissement dans le travail "essentiel" qui ne contribue pas au PIB.
5. Une approche différente de la lutte contre la pauvreté est possible.
6. **Le service de la dette et le développement des pays pauvres demeurent des obstacles.**







Meeting the needs of all people

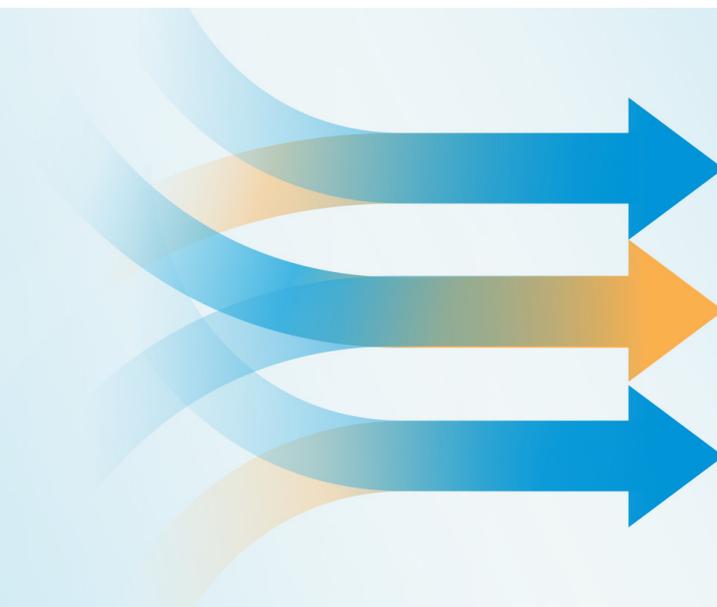
GROW

Within the means of the living planet

L'horizon

1. **Le Pacte pour l'avenir (rés. 79/1 de l'Assemblée générale, 22 septembre 2024)**
2. **La feuille de route « Bien-être au-delà de la croissance »**

**PACT
FOR THE
FUTURE**



Mesure 53. Nous entendons élaborer un cadre permettant de mesurer les progrès accomplis en matière de développement durable qui viendra compléter le produit intérieur brut et prendre en compte d'autres paramètres.

81. Nous sommes conscients que le développement durable ne peut être atteint que d'une manière équilibrée et intégrée. Nous réaffirmons qu'il faut élaborer d'urgence des indicateurs de mesure des progrès en matière de développement durable qui complètent le produit national brut ou prennent en compte d'autres paramètres.

Mesure 5. Nous veillerons à ce que le système commercial multilatéral reste un moteur du développement durable.

24. Nous tenons à l'existence d'un système commercial multilatéral régi par des règles, non discriminatoire, ouvert, juste, inclusif, équitable et transparent, au centre duquel se trouverait l'Organisation mondiale du commerce. Nous soulignons qu'il importe que le système commercial multilatéral contribue à la réalisation des objectifs de développement durable. ... Nous décidons de :

a) Promouvoir une croissance tirée par les exportations dans les pays en développement